

8 5/8% WOOD GUNDRY
692-4200

3 ANS
25 000 \$ minimum
GARANTI
Taux sujet à modification

LE SOLEIL

LUNETTES COMPLÈTES
PRÊTES EN
1 HEURE
chez
GREICHE & SCAFF
PLACE LAURIER
658-8900

MARDI 9 AOUT 1994

QUÉBEC, 96^e ANNÉE, NO 219
42 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 T.P.S. 0.24 T.V.G. 0.24 3.98

MONTRÉAL-OTTAWA 60¢ Plus T.P.S. T.V.G.

50¢ Plus T.P.S. T.V.G.

LE SPORT



Une 40e victoire sur la route

Roulant à fond de train, les Expos ont remporté une 40e victoire sur la route, un sommet dans les ligues majeures. **S-2 et S-3**

Les joueurs de la LNH menacés de sanctions

Le commissaire de la LNH, Gary Bettman, menace d'imposer des sanctions « sévères » si une convention collective n'est pas bientôt signée. **S-5**

ÉLECTIONS 94

Une manifestation bruyante à Jonquière

Daniel Johnson se faisait huer hier à Jonquière, alors que Jacques Parizeau revisitait les BPC de la campagne électorale de 1989. **A-4 à A-6**

LES ARTS

Mongrain affrontera le «Grand Journal»

L'émission quotidienne de Jean-Luc Mongrain durera une heure, avant le bulletin de 18 h. Elle sera donc opposée au «Grand Journal» de TQS. **B-3**

LA RÉGION



Le Grand Tour arrive à Québec

Ils sont 1150 à pédaler toute la journée depuis trois jours. Montréal, Joliette, Trois-Rivières, Québec. Un premier Grand Tour de 700 km. **A-9**

Essence: jusqu'à 2 ¢ le litre de différence

Les Québécois se rendant au Nouveau-Brunswick réalisent des économies allant jusqu'à 10 ¢ le litre, comparativement à ce qu'il en coûte à Québec. **B-1**

L'INDEX

| | |
|----------------------------|------------|
| Annonces classées | C-3 à C-7 |
| Arts | B-3 |
| Bridge | C-6 |
| Décès | C-7 |
| Économie | B-5 à B-8 |
| Éditorial | A-8 |
| Horoscope | C-6 |
| Le Monde | B-4 |
| Michel David | A-4 |
| Mode | C-1 et C-2 |
| Où aller à Québec | B-3 |
| Québec et l'Est | B-1 et B-2 |
| Une place au soleil | B-2 |
| TABLOÏD SPORT | S-1 à S-14 |
| Bandes dessinées | S-15 |
| Ce soir à la télé | S-16 |
| Mots croisés / Mot mystère | S-14 |

LA MÉTÉO

Ennuagement, averses ou orages en fin de journée. Max. 22. **S-16**

Le dollar bondit et les hypothèques baissent

OTTAWA — Les perspectives pour les taux d'intérêt sont plus réjouissantes aujourd'hui : le dollar canadien a gagné un demi-cent hier et les grandes banques ont diminué d'un quart de point leurs taux hypothécaires à long terme.

PC et LE SOLEIL

En clôturant à 72,61 cents, le dollar a enregistré son gain quotidien le plus important depuis le 5 avril.

Malgré ce bond du dollar, une hausse aussi minime que 0,1 % du chômage aux États-Unis en juillet pourrait suffire à empêcher une diminution sensible du taux d'escompte de la Banque du Canada aujourd'hui.

Plusieurs banques ont annoncé une baisse de leurs taux hypothécaires de quatre, cinq et sept ans, qui sont respectivement passés à 10,125, 10,25 et 10,50 %.

Dianne Gannon, gérante à la Banque Royale en matière d'hypothèques résidentielles, a décrit ce geste comme un ajustement qui fait suite aux baisses déjà annoncées la semaine dernière.

Les économistes notent toutefois que la prochaine baisse des taux d'intérêt ne surviendra pas immédiatement.

« Les taux devraient diminuer, mais l'incertitude qui entoure les élections au Québec reste le facteur déterminant », de dire Mme Gannon.

Ainsi, la performance enregistrée par le dollar canadien hier est attribuable à la publication d'un

sondage faisant état d'une remontée des libéraux au Québec, estime Andrew Pyle, économiste en chef de la section canadienne de la firme d'information financières MMS International. « Le fait de voir un certain retournement de situation a l'effet d'un tremplin sur la devise. »

Vers la fin de la semaine dernière tout était en place, selon l'économiste en chef du Mouvement Desjardins, M. Gilles Soucy, pour que la Banque du Canada abaisse aujourd'hui son taux d'escompte d'au moins 0,25 %, dans la foulée des diminutions successives des dernières semaines. Mais voilà que l'annonce vendredi d'un taux de chômage de 6,1 % aux États-Unis en juillet comparativement à 6 % le mois précédent a secoué le marché américain.

C'est que les taux sur le marché monétaire américain ont reculé de façon appréciable, d'expliquer M. Soucy, et cela se répercute sur le marché canadien même si ici le chômage a plutôt diminué en juillet, passant de 10,3 à 10,2 %.

L'économiste ne prévoyait donc plus hier une variation sensible du taux d'escompte qu'il voyait alors plutôt stable, ou au mieux moindre d'environ cinq à dix points.

Médecins immigrants prêts à pratiquer à vie dans nos régions

QUÉBEC — Une centaine d'immigrants canadiens diplômés hors Amérique du Nord sont prêts à aller pratiquer la médecine à vie dans les régions du Québec où il y a pénurie. Ils ne supportent plus d'être en chômage ou sur l'aide sociale, alors que des gens manquent de soins faute de médecins « fabriqués au Québec ».

par ALAIN BOUCHARD
LE SOLEIL

« Nous mettons le gouvernement au défi de nous émettre un permis de pratique restrictif que nous nous engageons à accepter sur-le-champ par contrat. Il pourrait s'appliquer à une seule région ou à plusieurs », a lancé hier, en conférence de presse, le Dr Slobodan Milosevic, porte-parole de la toute nouvelle association des Médecins québécois sans frontière pour les régions (MQSFR).

Les MQSFR sont des immigrants canadiens dont le diplôme étranger est reconnu par la Corporation professionnelle des médecins du Québec (CPMQ) mais dont la possibilité de pratique se bute à toutes sortes de contraintes de plus en plus sévères.

Le jeune organisme dit regrouper une trentaine de médecins immigrants pour le moment ; mais s'estime justifié de parler au nom de 100, à partir de certaines perspectives de recrutement qu'il prétend très solides. « Nous sommes certains de pouvoir mobiliser au moins 80 % des quelques 130 médecins du Québec qui sont dans le même cas », soutient le Dr Milosevic, un omnipraticien d'origine yougoslave.

À 35 ans, ce dernier est chômeur depuis six ans au Québec, après y avoir travaillé quelques années en recherche médicale. Il était accompagné hier d'une Roumaine de 40 ans, également omnipraticienne, qui vit de l'aide sociale depuis son arrivée au Canada, il y a de cela 19 mois.

« Je serais prête à partir avec

mon mari et mon enfant n'importe où au Québec, a confié le Dr Maria Mocanu. Pour moi, en Roumanie, la médecine n'était pas une question d'argent, mais d'engagement social. La question n'est pas d'être des médecins de 1re, 2e ou 3e catégories, mais de combattre la maladie, conformément à notre serment d'Hippocrate. »

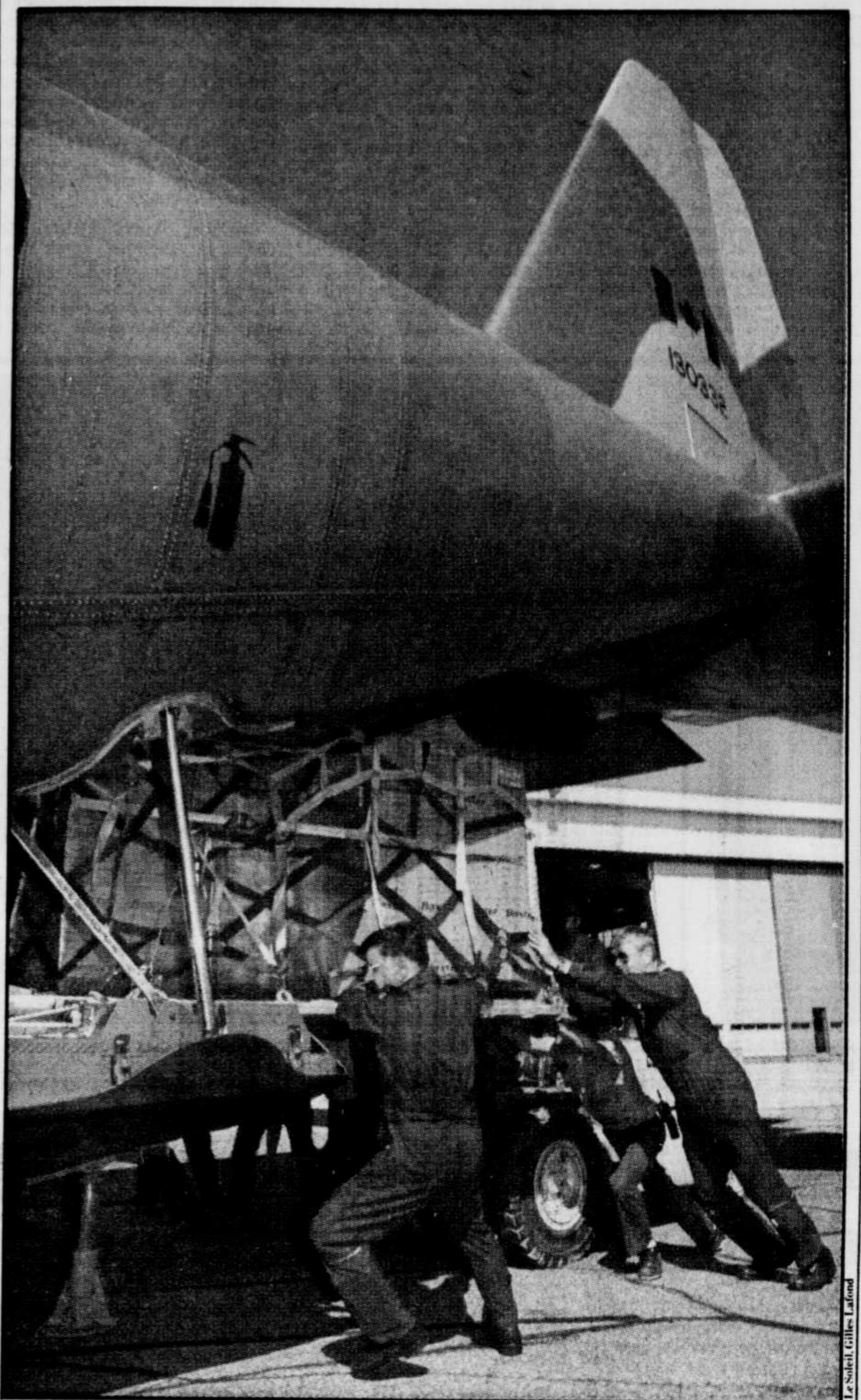
Actuellement, ces médecins doivent s'astreindre à une période de formation québécoise pouvant parfois durer jusqu'à cinq ans. Ils proposent plutôt un stage d'accueil et de retour à la pratique (SARP) d'une durée de quelques mois à deux ans maximum ; qui s'autofinancerait par un prêt étudiant.

« Donc, dit le Dr Milosevic, notre intégration ne coûterait pas un sou à l'État et lui en ferait sauver plusieurs par la suite. Parce que les gens cesseraient d'engorger les urgences et les médecins spécialistes pour une fièvre. Parce qu'on aurait moins besoin de médecins itinérants, qui coûtent très cher en déplacements. Et parce que les médecins déjà sur place seraient moins débordés, donc plus performants. »

Le Dr Milosevic et des collègues ont déjà fait une tournée de reconnaissance en Abitibi-Témiscamingue, « où nous avons été royalement reçus », affirment-ils. Ils entendent la poursuivre dans les quatre autres grandes régions principalement visées par leur démarche : le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, la Gaspésie et le Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Autre texte en page A-9

Médicaments et biscuits pour le Rwanda



Quinze tonnes de médicaments et près de 3000 caisses de biscuits nutritifs ont été chargés à bord de deux avions Hercules de l'armée canadienne, hier, à l'aéroport de Québec.

« 100 000 \$, c'est beau, mais c'est 1,5 million \$ qu'il faut »

QUÉBEC — « Une aide de 100 000 \$ pour les réfugiés rwandais à Goma, au Zaïre, c'est beau, mais ce n'est rien. Ce qu'il nous faut, c'est 1,5 million \$, surtout pour fournir de l'eau potable qui manquait déjà avant l'arrivée des Rwandais. »

par BENOÎT ROUTHIER
LE SOLEIL

Quand ils ont fait cette déclaration hier, MM. Robert Gonneville et Joseph Bourgeois, frères de l'Instruction chrétienne, étaient loin d'être amers.

Ils étaient heureux que deux avions Hercules de l'Armée canadienne viennent à Québec prendre 15 tonnes de médicaments et près de 3000 caisses de biscuits nutritifs qui assureront un supplément alimentaire aux groupes les plus vulnérables parmi les réfugiés à Goma, les femmes enceintes et les enfants, et contribueront à enrayer des maladies comme le choléra.

1,5 million \$

Mais ils espèrent recueillir 1,5 million \$ des Canadiens afin de réaliser un projet d'assainissement de l'eau pour fournir de l'eau potable aux habitants de Goma et aux réfugiés.

Ceux qui veulent participer à cette levée de fonds peuvent appeler à Prodeva (projet développement et évangélisation) au (514) 659-7717.

C'est d'ailleurs grâce au frère Bourgeois si cette cargaison est partie de Québec hier pour arriver à Goma dans quelques jours.

Il était à Butamwa, à une dizaine de kilomètres, par route, de Kigali, quand les troubles ont commencé dans cette ville.

Un Québécois de Jonquière, qui travaillait à Bujumbura, au Burundi, a réussi à le faire sortir de là.

M. Bourgeois est arrivé à Montréal le 13 avril tandis que le Jonquérois de 34 ans est mort bêtement dans un accident routier le 29 avril, là-bas.

M. Bourgeois est retourné à Goma au début de juin et, quand il est revenu au Québec, il est entré en contact avec le frère Gonneville, qui est directeur général de Prodeva, avions sans frontière.

Le frère Bourgeois a décrit l'urgence de la situation des réfugiés et Prodeva s'est empressé de faire appel au public, à l'ACDI (Agence canadienne de développement international) et à Collaboration santé internationale (CSI) qui a son siège social à Québec.

Avec la collaboration du Dr Jacques Pépin, de l'Université de Sherbrooke, ils ont élaboré le projet. L'ACDI assume les coûts évalués à plus de 100 000 \$ pour l'achat des fournitures et le transport local.

Les Biscuits Leclerc et la compagnie de médicaments Baxter de Montréal sont les fournisseurs qui ont collaboré en acceptant de vendre leurs produits à un prix inférieur à leur valeur.

Le frère Yves Beauséjour, de CSI, a précisé que la distribution des médicaments et des biscuits aux réfugiés rwandais se fera sous la surveillance et la responsabilité de collaborateurs canadiens.

M. André Ouellet, ministre des Affaires étrangères du Canada, a déclaré que les deux avions de l'Armée canadienne qui se sont envolés en direction de Goma hier étaient « porteurs d'aide pour les réfugiés, mais aussi porteurs d'espoir : l'espoir de voir se résoudre cette intolérable crise qui perdure au Rwanda ; l'espoir de voir les réfugiés retourner chez eux en toute sécurité ; l'espoir de voir le Rwanda se reconstruire dans la paix et l'harmonie. »

Une terrible tragédie

Depuis le 6 avril, le Rwanda connaît une tragédie d'une ampleur inégalée. Plus de 2 millions de réfugiés vivent dans des conditions primitives au Zaïre, particulièrement à Goma. Chaque jour, des milliers d'entre eux meurent de faiblesse ou de maladie, en particulier du choléra.

M. Ouellet a précisé que 350 militaires canadiens sont déjà au Rwanda et 200 autres iront les rejoindre au cours des prochains jours.

Leur première mission sera de rouvrir l'aéroport de Kigali après quoi ils aideront les équipes médicales et de distribution des aliments et médicaments.

Autres textes en pages A-7 et B-4

FAITS DIVERS

Adolescent accusé du meurtre d'un chauffeur de taxi

La session des Assises sera occupée

QUÉBEC — La session des Assises entreprise hier, sera passablement occupée, principalement par le procès devant jurés de l'adolescent accusé du meurtre du chauffeur de taxi Fernand Pelletier. Peu après, se déroulera celui de l'avocat André Royer.

par RICHARD HÉNAULT
LE SOLEIL

Il y avait véritablement affluence à l'ouverture de la session hier et, s'il n'y a pas eu plus de dates fixées pour des procès, c'est uniquement en raison de la pénurie de juges en cour supérieure. D'ailleurs, le juge Gaston Desjardins l'a souligné à quelques reprises et il a même avisé certains accusés que la date de leur procès pourrait être devancée si jamais les nominations tant attendues de juges survenaient entre-temps.

Parmi les procès les plus importants, il y a donc celui du jeune de 17 ans accusé du meurtre de Fernand Pelletier, dont la cause a été déferée au tribunal pour adultes. Il débutera le 3 octobre et son avocat, Me Marie-France Lahaye, a indiqué qu'il durerait environ deux semaines.

Trois semaines plus tard, soit le 24 octobre, un jury se penchera sur la cause de Mario Talbot et de Claude-Edgar Lefebvre, les deux Trifluviens accusés du vol avec enlèvement et séquestration survenu en mai 1993 à la caisse populaire de Breakeyville. Ce procès

devrait également durer environ deux semaines.

Des dates ont été fixées pour trois autres causes importantes, mais les procès ne commenceront qu'au cours de la prochaine session des Assises débutant le 31 octobre. Ainsi, à compter du 21 novembre, aura lieu celui de l'avocat André Royer. Celui qui avait représenté le caporal Denis Lortie fait face à une accusation de complicité après le meurtre du fonctionnaire Jean-Guy Dubois, en octobre 1992.

L'avocat du criminaliste, Me Lawrence Corriveau, aurait souhaité que Royer soit jugé par un juge seul de la cour supérieure, a-t-il souligné au juge Desjardins, mais le ministère public, comme

c'est son droit, s'y est opposé. Dans cette cause, le procès devrait durer environ une semaine.

Le 5 décembre, Stéphane Duclos fera face à la justice de ses pairs. L'individu de 24 ans est accusé de s'être introduit par effraction chez son ancienne amie et d'y avoir laissé libre cours à sa fureur. De son côté, Duclos prétend avoir été battu par les policiers.

Enfin, le 9 janvier, Michel Champagne et Marc Levert, respectivement conservateur d'art et marchand d'oeuvres, subiront leur procès. Cette affaire, qui remonte à 1991, a trait à des tableaux surévalués de façon à ce que leurs donateurs en tirent profit sur le plan fiscal.

Deux frères coupables d'avoir assassiné leurs parents pour l'héritage

ST. HELIER, Jersey (Reuter) — Deux frères ont été condamnés hier, par un tribunal de Jersey, dans les îles anglo-normandes, pour le meurtre de leurs parents, mettant un terme à une affaire qui a défrayé la chronique judiciaire en Grande-Bretagne pendant sept ans.

Roderick Newall, 29 ans, a été condamné à la réclusion à perpétuité pour avoir frappé à mort ses parents à coups de nunchaku (fléau utilisé en arts martiaux) dans leur bungalow après une fête de famille.

Son frère cadet, Mark, a été condamné à deux peines de six ans de prison pour l'avoir aidé à enterrer les corps à Jersey et fourni un alibi à Roderick.

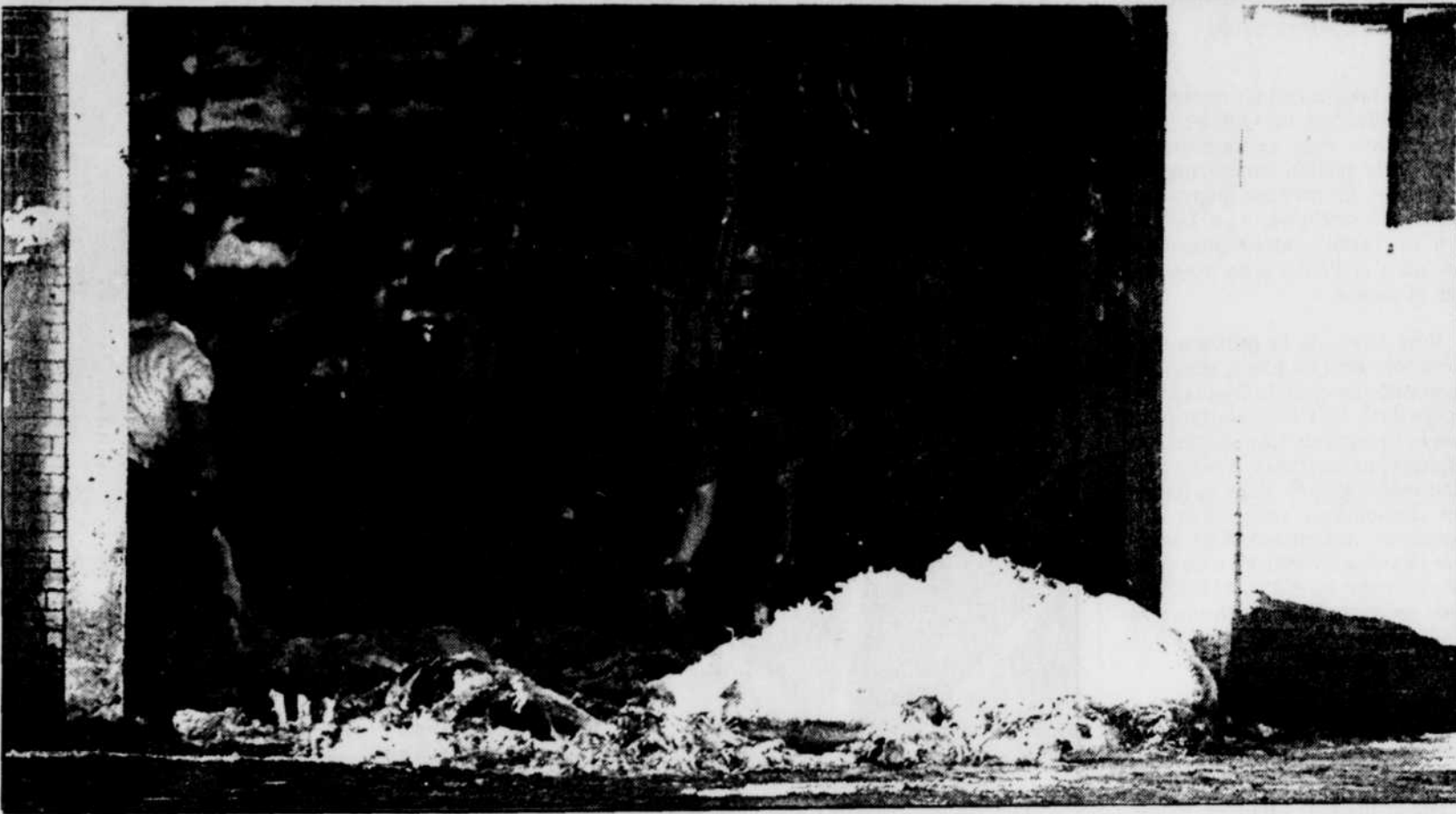
Selon le procureur, celui-ci a perpétré ce double meurtre de sang-froid après avoir acheté le matériel utilisé pour faire disparaître les cadavres. La défense a affirmé au contraire qu'il s'agissait d'un crime commis sur le coup de la colère.

Les victimes, Nicholas et Elizabeth Newall, étaient des en-

seignants qui, grâce à un gros héritage, avaient payé à leurs enfants des études dans un collège privé.

Après leur disparition en octobre 1987, les frères avaient touché l'héritage, soit 110 000 \$. Mais les enquêteurs ont fini par découvrir de minuscules traces de sang dans le bungalow et ont commencé à les soupçonner.

Ils ont été arrêtés après que Roderick eut tout raconté à une amie, puis à un membre de sa famille dans une pièce placée sous écoute par la police. Le meurtrier a été appréhendé par la marine britannique au large du Maroc où il faisait une croisière. Il a été extradé en novembre au terme d'une bataille juridique de 15 mois. Son frère Mark, 28 ans, a été extradé de France.



Les enquêteurs du ministère québécois de l'Environnement et de la ville de Lévis, hier, lors de leur visite de l'entreprise d'équarrissage de Réjean Carrier.

«Tout est conforme», dit le propriétaire

Plainte de citoyens contre l'usine d'équarrissage de Réjean Carrier

QUÉBEC — Des enquêteurs du ministère québécois de l'Environnement et de la ville de Lévis ont inspecté, hier après-midi, l'entreprise d'équarrissage de Réjean Carrier après que des résidents du coin se soient plaints d'odeurs.

par SOPHIE COUSINEAU
LE SOLEIL

Et pour visiter l'entreprise de récupération des animaux située au 165, route Kennedy, ils ont demandé aux policiers de Lévis de les escorter. «Ce n'est pas une

procédure courante», admet le caporal Robin Maheux.

Le caporal Maheux ignorait, hier, le nombre de plaintes enregistrées. Mais en arrivant sur place, il a pu constater de son propre nez, à 17 h, les odeurs qui se dégageaient des carcasses.

«À leur arrivée, les animaux

sont déposés sur le sol, dit-il. Ils sont dépecés, puis ils sont réfrigérés. Le problème, c'est qu'il semble y avoir un certain délai avant qu'ils ne soient mis au froid. De plus, plusieurs restants traînaient.»

«M. Carrier doit appliquer certains produits pour cacher les odeurs, mais je ne suis pas vaincu que cela se fasse», ajoute le caporal Maheux.

Lorsque joint hier soir, M. Carrier a affirmé que ses 10 employés travaillent selon les règles de l'art. «Nous utilisons les produits nécessaires pour réduire les odeurs, dit-il. Mais c'est certain que l'été, cela pue un petit peu.»

M. Carrier explique que l'entreprise que lui a légué son père a pignon sur la rue Kennedy depuis 42 ans. «Au début, nous étions à la campagne, mais depuis quelques années, c'est la ville qui nous rejoint. Notre permis du gouvernement du Québec a été renouvelé chaque année.»

D'après lui, c'est la ville de Lévis qui fait pression sur le gouvernement pour l'ennuyer. «Ils m'ont trouvé un terrain, mais ils veulent que je le paye, dit-il. Je viens juste de terminer les paiements sur ma bâtisse. Il y a une personne qui peut m'obliger de m'en aller dans ces conditions-là.»

Les inspecteurs ont prélevé plusieurs échantillons sur les lieux de travail de l'entreprise qui seront analysés au cours des prochains jours.

Accidents mortels

EST-DU-QUÉBEC — Deux personnes ont péri hier, dans deux accidents mortels survenus à Armagh et à Notre-Dame-du-Lac. La passagère arrière d'un véhicule a péri vers 13 h55 dans le rang Sainte-Anne à Armagh lorsque le véhicule conduit par son mari a fait une embardée dans une courbe. Adrienne Brochu, 68 ans, est décédée à l'hôpital. Son époux, Lauréat Duchesneau de Montréal, a été légèrement blessé. À Notre-Dame-du-Lac, Pierre-Paul Dubé, 42 ans, de Trois-Pistoles a péri dans une collision survenue vers 7 h30 du matin sur la route 185.

Arrêté avec 500 000 \$ de cocaïne

Clément «Jos» Ferland remis en liberté

QUÉBEC — Le ministère public ne s'y opposant plus, Clément «Jos» Ferland a pu recouvrer sa liberté provisoire, hier, moyennant un engagement de 10 000 \$ souscrit par son gendre.

par RICHARD HÉNAULT
LE SOLEIL

La Gendarmerie royale du Canada a arrêté l'homme de 60 ans la semaine dernière. Il avait en sa possession plus d'un demi-million de dollars de cocaïne.

Le juge Mark Dubé a entériné es conditions suggérées par la procureure de la Couronne fédérale, Me Manon Lavoie, pour la remise en liberté de Ferland, un mécanicien navigateur représenté par Me Lawrence Corriveau. Outre l'engagement pécuniaire, le Québécois devra se présenter tous les 15 jours à la GRC ainsi que

s'abstenir de quitter le Québec sans en aviser les policiers. Interrogé par son avocat, Ferland a déclaré qu'il a été victime d'un accident du travail, il y a un an, et qu'il s'attend à reprendre le boulot dans trois ou quatre mois.

Lors de son arrestation, le sexagénaire venait de quitter sa cache, en l'occurrence une remise louée dans un immeuble à logements de Charlesbourg. Les policiers y ont saisi de la drogue, de même qu'à la résidence de Ferland et sur le prévenu lui-même.

La communication de la preuve aura lieu le 15 septembre.

Un homme «pense» avoir tué son voisin...

MONTREAL (PC) — Après une fin de semaine passée en prison, un individu qui «pense» avoir tué son voisin dans des circonstances inexplicables, a été formellement inculpé, hier, de meurtre au second degré au palais de justice de Montréal.

Thomas-David Whitebean, un mécanicien-déboussoleur de 31 ans actuellement sans travail, est accusé d'avoir poignardé et étranglé à mort son ami Allen Mainville, un retraité de 49 ans ayant occupé antérieurement la direction générale d'une municipalité du nord de la Communauté urbaine de Montréal (CUM).

Le crime reproché à Whitebean aurait été perpétré vers le 3 août, dans l'appartement de la victime, qui habitait seule, boulevard Pier-

refonds, dans cette municipalité du nord de l'île de Montréal.

Whitebean se serait présenté au quartier général du SPCUM, vers 8 h samedi matin, en prétendant avoir peut-être commis «quelque chose de grave» au domicile de son voisin Mainville.

Plus tard, les policiers ont découvert le corps d'Allen Mainville gisant dans sa chambre à coucher, une corde enroulée autour du cou. La victime avait également été frappée à coups de couteau.

Il s'agissait du 33e homicide en 1994 sur le territoire de la CUM.

Disparu depuis une semaine

RIVE-SUD — La Sûreté du Québec déploie beaucoup d'effort pour retrouver un homme de 43 ans, porté disparu de Saint-Joseph de Lévis depuis une semaine.

Portant des vêtements de travail vert et d'un gilet blanc, l'homme a abandonné lundi dernier son camion à l'extrémité de sa terre à bois et n'a pas été revu depuis ce temps. Il mesure 1,75 m et pèse 85 kilos.

Hier, l'hélicoptère de la SQ a

survolé une partie de la rive-sud à la recherche d'indices. Un chien-pisteur accompagnait également des patrouilleurs, qui ont concentré leurs efforts sur une carrière de sable. Des plongeurs ont même fouillé un lac situé au bout de la terre, sans résultat.

Les proches du disparu participent depuis une semaine aux recherches. L'hypothèse d'un suicide n'est pas écartée. Tout renseignement sur cette affaire peut être transmis au poste de la SQ de Saint-Romuald, au 839-7537.

La SQ met le paquet pour retrouver les six évadés

QUÉBEC — La Sûreté du Québec met le paquet pour localiser le plus vite possible six des huit détenus âgés de 18 à 21 ans, qui se sont échappés il y a maintenant 60 heures du Centre de détention de Québec. Toute une équipe d'enquêteurs de l'Unité de la localisation des individus oeuvre dans la périphérie immédiate de Québec, à la recherche d'indices.

par ISABELLE JINCHEREAU
LE SOLEIL

Ils mettront l'emphase sur les connaissances et les proches des fuyards, susceptibles de les héberger. Des mandats d'arrestation ont été émis. Les individus recherchés sont Christian Émond, 19 ans de Québec; Stéphane Poulin, 20 ans de Vanier; Steve Rondeau, 21 ans et Paul Pelletier, 20 ans, tous deux de Loretteville; Steeve Blanchette, 18 ans de Val-Bélair et Jocelyn Paquet, 20 ans de Charny.

Une patiente se jette en bas du quatrième étage

QUÉBEC — Une femme de 18 ans a sauté, hier soir, du quatrième étage de l'Hôtel-Dieu de Québec après avoir fracassé la fenêtre de sa chambre d'un coup de pied. L'officier en charge de la sûreté municipale de Québec a affirmé que la femme, hospitalisée aux soins psychiatriques, a été prise d'une crise d'hystérie à 18 h30. Elle souffre de blessures sérieuses au dos, mais sa vie ne serait pas en danger, d'après cet officier. En raison de cet accident, la patiente a été transférée à l'hôpital de l'Enfant-Jésus, à Québec.

Leurs comparses Michel Saint-Hilaire, 21 ans et Louis Côté, 18 ans de Beauceville ont eu moins de chance. Ils ont été repris samedi soir, une heure après leur départ, lors d'une chasse à l'homme dans les rues de Charlesbourg. Les autorités pensent que les gendarmes ont effectué cette ramboulette sortie par bravade.

«Habituellement, ces gars-là ne courent pas très loin. On réussit toujours à en coffrer assez rapidement», indique l'agent Camille Gagnon, porte-parole de la SQ. Même si ces lascars incarcérés dans l'aile à sécurité minimale et à la veille d'être libérés ne sont pas classés comme des individus dangereux, le policier rappelle qu'ils ont été impliqués dans le passé dans des activités criminelles, comme des vols qualifiés, des méfaits, des introductions par effraction. «Ils pourraient devenir plus nerveux s'ils se sentent menacés», rappelle-t-il.

On a cru un instant hier qu'un des prisonniers se baladait sur la rue Chapdelaine à Sainte-Foy. Fausse alerte! Par ailleurs, en matinée, les policiers de Charlesbourg sont intervenus aux abords

de la prison pour stopper les manoeuvres d'un individu qui balançait des objets par-dessus la clôture. Des sacs de drogues, croit la police.

Cette évasion massive, un cas unique dans les annales de la prison, a débuté vers 21 h30 samedi, au moment de la distribution des médicaments du côté ouest de l'aile à sécurité minimale, le G1. Des prisonniers profitent alors de la tranquillité des lieux pour fracasser une petite fenêtre du secteur ouest avec un bas rempli de pierres et de piles. Huit détenus fuient.

Quelques secondes plus tard, deux gardiens aperçoivent deux individus courant vers les bois. Le personnel carcéral est immédiatement alerté et l'opération de recapture débute dans les cellules et les dortoirs. Il faudra plus d'une heure avant que les corps policiers environnants obtiennent le signal de se déployer et se déploient de façon articulée.

Le centre G1 est un secteur à sécurité minimale, où séjournent normalement une centaine de jeunes contrevenants non violents purgeant une courte peine. Trois agents de la paix sont affectés à la surveillance de cette aile en soirée. C'est le secteur le moins bien gardé, une mesure volontaire et la direction de l'établissement ne voit pas pourquoi il faudrait resserrer, à coup de millions \$, la sécurité dans cette zone à aire ouverte, surtout en période de restriction budgétaire.

| LA QUOTIDIENNE | BANCO |
|-------------------|-------------------------------|
| tirage d. 8-08-94 | tirage du 8-08-94 |
| 4-3-1 | 2-5-9-10-12-25-28-32-39-41 |
| 0-7-1-2 | 43-45-48-50-53-58-60-62-67-68 |

LA TROIS

LE SOLEIL

Un oubli d'Énergie atomique coûteux pour les Canadiens

OTTAWA (PC) — Les contribuables se retrouveront peut-être un jour avec des centaines de millions de dollars en coûts de responsabilité nucléaire parce qu'Énergie atomique du Canada Ltée n'a pas calculé le coût de décontamination de ses réacteurs désaffectés, prévient le vérificateur général Denis Desautels.

Pour une troisième année consécutive, M. Desautels a critiqué EACL en remettant la certification de son rapport annuel. Le vérificateur général n'est pas d'accord avec les pratiques comptables employées par la société d'État.

Sans une provision annuelle pour le futur nettoyage de ses vieux réacteurs, le bilan de EACL n'est pas totalement conforme aux principes comptables généralement acceptés, a indiqué M. Desautels dans ses commentaires joints au dernier rapport de la société d'État.

EACL a reconnu que le Canada doit s'attendre à une facture de 200 à 300 millions \$ au cours du

prochain siècle pour la décontamination des réacteurs désaffectés. Mais l'agence ajoute qu'il est trop tôt pour fournir un montant assez précis pour être calculé dans les états financiers.

De plus, de tels coûts ont traditionnellement été assumés par le Trésor fédéral, et non par EACL, avec une partie de la dépense compensée par la vente des équipements récupérables sur les lieux du réacteur.

Et l'agence préfère continuer de cette façon.

« L'administration regrette que le vérificateur de la société ne considère pas qu'il s'agisse de l'approche comptable appropriée dans les circonstances », a indiqué EACL dans son rapport pour l'année 1993-94.

Mais M. Desautels a souligné dans ses commentaires que la situation financière de EACL n'est pas clairement explicable sans provision pour ces coûts.

En outre, dit-il, c'est une question de comptabilité prudente.

« Les principes comptables généralement acceptés exigent que ces coûts soient reconnus de façon rationnelle et systématique au cours de la durée de vie estimée des... équipements », a écrit M. Desautels.

Sans l'évaluation de ces coûts de responsabilité, M. Desautels s'est dit incapable de déterminer quel ajustement est nécessaire dans les dépenses, la dette et le déficit de la société.

EACL a affiché un bénéfice d'exploitation de 15 millions \$ en 1994, mais une perte nette de 138,7 millions \$ après des postes extraordinaires comme des coûts de restructurations et l'élimination d'immobilisations de production du bilan.

Tout cela a laissé EACL avec un déficit consolidé de 155,5 millions \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994. Le déficit consolidé s'élevait à 16,7 millions \$ un an plus tôt.

M. Desautels, qui était en congé, n'a pas pu être rejoint pour commenter la situation. Mais le directeur en charge de la vérification à EACL, Charles Carrière, a indiqué que le vérificateur général et la société d'État ne s'entendent pas sur le sujet depuis trois ans et qu'aucune des parties n'a cédé.



Un combattant de l'incendie tente d'amener un boyau d'arrosage pour empêcher que le feu ne traverse la Bitney Springs Road de Californie. Dans le secteur de Rough and Ready, l'élément destructeur a rasé 10 maisons et emporté 500 acres de forêt.

Le feu ravage la Sierra américaine

GARDEN VALLEY (États-Unis) (AFP) — Deux incendies de forêts attisés par des vents violents, qui ont ravagé quelque 480 hectares de végétation aride et une quarantaine de bâtiments sur les collines de la Sierra Nevada, étaient partiellement circonscrits hier matin, ont indiqué les autorités.

dans la nuit de dimanche à lundi. Plus de 24 000 pompiers luttent toujours contre 39 foyers importants qui se sont propagés sur près de 150 000 hectares dans

huit États de l'ouest des États-Unis. Ils étaient en voie de contrôler le principal foyer, qui a brûlé 47 000 hectares dans le centre de l'État de Washington.

Le foyer le plus important a réduit en cendres plusieurs centaines d'hectares de broussailles près de Kelsey, à 180 km environ à l'est de San Francisco (Californie). Pousées par des rafales de vent de 38 km/heure, les flammes ont gagné une zone résidentielle et détruit au moins une douzaine de bâtiments, ont fait savoir les services des Forêts de Californie.

Un second foyer, qui s'est déclaré à environ 65 km au nord de San Francisco, près de Rough and Ready, a détruit au moins six maisons, douze dépendances, une

dizaine de voitures ainsi que l'école de la commune qui était classée monument historique. Deux autres maisons ont également été détruites par un troisième foyer qui s'était déclaré dans une région boisée, à environ 145 km au nord de San Francisco.

Par ailleurs, un très violent incendie qui a ravagé près de 3000 hectares de forêts sur la partie orientale de la Sierra, le long de la frontière entre la Nevada et la Californie, était presque entièrement circonscrit hier. Une cinquantaine de fillettes participant à un camp d'été au sud de Carson City (Nevada) ont dû être évacuées

... et celle de l'Espagne

ESPAGNE (AFP) — Un incendie qui s'est déclaré dimanche soir dans le parc naturel de la Sierra Nevada (province de Grenade, sud), faisait toujours rage hier après avoir ravagé 1500 hectares de maquis et de pins, a-t-on appris auprès de autorités locales.

Les autorités. Près de 200 personnes participent aux travaux d'extinction, ainsi que trois hélicoptères et quatre avions.

Le vent d'ouest rendait plus difficiles les efforts en vue de circonscire le sinistre, qui touche l'une des zones les plus riches en végétation du sud du pays.

En juillet, une vague d'incendies avait sévi sur la côte méditerranéenne espagnole, brûlant au total environ 140 000 hectares de bois et maquis.

L'incendie, qui a plusieurs foyers, serait d'origine criminelle, selon



Denis DESAUTELS

Pour contrer une résolution sur l'avortement à la Conférence du Caire

Le Saint-Siège passe à l'attaque

CITÉ DU VATICAN (AFP) — Le Saint-Siège a présenté hier, les arguments qu'il invoquera en septembre à la Conférence du Caire sur la population, pour empêcher l'adoption d'une résolution qu'il juge trop permissive sur l'avortement et qu'il accuse les États-Unis de soutenir.

Dans une conférence de presse, le porte-parole du Saint-Siège Joaquín Navarro Valls a reconnu que l'avortement, utilisé comme moyen de limitation des naissances, « était le cœur de la discordance » qui oppose particulièrement certains pays au Vatican.

Il a annoncé que l'Église catholique sera représentée par 16 experts laïcs et religieux conduits par l'observateur permanent du Saint-Siège auprès de l'ONU, Mgr Renato Martino, à la conférence qui s'ouvrira le 5 septembre.

Le Saint-Siège, a dit M. Navarro, entend obtenir comme « minimum acceptable » la réaffirmation du principe approuvé il y a dix ans par la conférence précédente de Mexico, stipulant qu'« en aucun cas, l'avortement ne doit être encouragé comme méthode de planification familiale ».

La formule, a remarqué le porte-parole, figure bien dans le projet de document rédigé le 22 avril dernier à New York et devant être présenté au Caire, mais entre parenthèses. « C'est cela qui doit disparaître, tout comme quelque 10 % du texte, si l'on veut obtenir l'accord du Saint-Siège », a-t-il averti.

« Beaucoup de gouvernements, et parmi ceux-ci, l'administration américaine, ont dit qu'ils n'entendent pas accepter l'avortement comme méthode de planification familiale. Et, en même temps, ils ont insisté pour que la formule reste entre parenthèses ».

M. Navarro a reconnu qu'il y avait eu des contacts diplomatiques avec de nombreux pays dont l'Iran, sur cette question.

Pour le Saint-Siège, « c'est l'avenir de l'humanité qui est en jeu ». M. Navarro a annoncé une bataille sans concession, spécialement sur deux chapitres du texte « qui heurtent la dignité de la personne » : l'un sur la « planification familiale », le second sur « santé, maladie et mortalité ».

Le premier parle de « santé reproductive » et de « santé sexuelle ». Ce chapitre se voit reprocher de traiter l'avortement comme une composante essentielle de la « santé reproductive ». « On ne peut défendre des positions, a dit le porte-parole, qui acceptent l'avortement comme une dimension essentielle des politiques de santé au niveau national et encore moins comme une partie de la politique internationale du développement ».

Le Vatican s'en prend au document préparatoire qui demande aux gouvernements de réviser

leurs législations pour fournir des soins adaptés à toutes les femmes décidant d'interrompre une grossesse.

Selon le Vatican, à chaque fois qu'apparaît l'expression « santé reproductive », cela a pour corollaire « un droit à l'avortement sûr, efficace, accessible et acceptable ». Le terme « accessible » im-

plique, selon M. Navarro, que les gouvernements doivent subventionner l'avortement. En outre, le « droit » à l'avortement est présenté de manière tellement « indéfinie » qu'il risque de se trouver accepté pour n'importe quel motif, à n'importe quel stade de la grossesse, et à n'importe quel âge, y compris l'adolescence.

Depuis la tuerie de la clinique Des prêtres de Floride sont menacés de mort

PENSACOLA (États-Unis) (AFP) — Les prêtres de Floride ont reçu la consigne de se déplacer avec prudence, et d'abandonner l'habit pour quelque temps, à la suite d'appels anonymes menaçant de tuer 20 ecclésiastiques pour venger la mort d'un médecin et de son garde du corps il y a dix jours.

Le FBI et l'unité spéciale de lutte contre le terrorisme ont été chargés de l'affaire, selon un porte-parole de la police, Denis Morales.

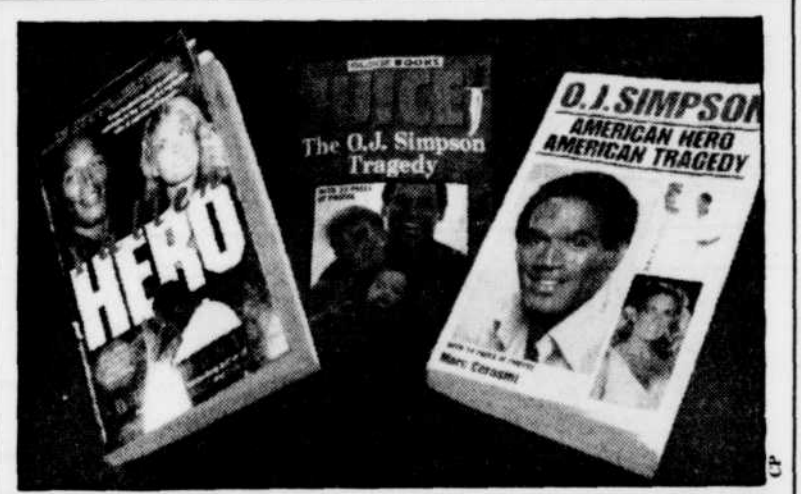
Un interlocuteur anonyme avait appelé jeudi dernier le siège de l'église catholique de Miami pour affirmer que « dix prêtres mourront pour chaque personne tuée à Pensacola », a annoncé la police.

Le docteur John Britton, 69 ans, et l'ancien officier James Barrett, 74 ans, qui l'escortait, avaient été tués le 29 juillet dernier devant une clinique. La femme de Barrett, June, avait été blessée.

La police avait arrêté à quelques mètres du lieu du crime Paul Hill, un ancien prêtre militant « dur » du mouvement anti-avortement, qui a été inculpé de meurtre et de tentative de meurtre.

Vendredi dernier, une semaine après le crime, une équipe de déminage de la base aérienne d'Edglin, avait été envoyée au domicile de Paul Hill, pour un colis déposé devant la porte. Le paquet était en fait rempli de poupées en plastique.

Les 110 prêtres catholiques des paroisses de la région ont immédiatement été informés de la menace, selon Mary Ross Agosta, porte-parole de l'archevêché de Miami.



Les derniers titres inspirés de la saga O.J. Simpson.

Déjà trois livres sur la saga d'O.J.

TORONTO (PC) — Sur les étagères des librairies, les livres racontant la saga d'O.J. Simpson s'empilent en moins de temps qu'il en fallait à cette étoile de football pour gagner un premier essai ou traverser un hall d'aéroport.

La formule de cette première fournée de livres est invariable : une couverture suggestive, de gros caractères, beaucoup de photos et des conseils aux femmes violentées.

Mais même ces reportages bâclés en format de poche ne peuvent suivre les développements de cette affaire de double meurtre ou le flot de coupages médiatiques provenant de Los Angeles.

Pas un seul des trois premiers ouvrages disponibles au Canada ne va aussi en profondeur dans cette histoire que la télédiffusion de l'enquête préliminaire de six jours.

Les livres, qui se vendent environ 6 \$ chacun, offrent bien peu de détails encore inconnus des hordes d'amateurs de sensations fortes qui ont suivi les procédures — en direct, par satellite — et le cirque médiatique.

Les trois bouquins d'environ 200 pages retracent la désormais familière enfance défavorisée de Simpson, son ascension au firmament du football et sa célébrité prolongée par des carrières de reporter sportif, d'acteur de second plan et de faire-valoir publicitaire. Deux d'entre eux reproduisent même ses statistiques au football.



Dr Jykell et M. Hyde

En l'espace de quelques heures, dimanche, le Parti québécois a étalé devant tout le monde le meilleur et le pire de lui-même. A Joliette, régnaient l'unité, la sérénité, la confiance en l'avenir; le soir, dans Mercier, la division et la mesquinerie. Docteur Jykell et M. Hyde.

Le PQ demeure imbattable pour les spectacles à grand déploiement. Dans le cadre idyllique de l'amphithéâtre de Lanaudière, il a encore donné la mesure de son talent. Et, pour une fois, les violons étaient bien accordés.

Quand il joue à l'unisson, le duo Parizeau-Bouchard est d'une redoutable efficacité. Mais attention, ça peut se désaccorder très vite. Surtout qu'on a parfois l'impression que les fausses notes ne sont pas tout à fait accidentelles.

Je veux bien que M. Parizeau soit « ce chef intelligent, intègre, déterminé » dont a parlé M. Bouchard. N'empêche qu'encore une fois, le chef du Bloc a « volé le show » avec ses charges à l'emporte-pièce. Je comprends M. Johnson d'avoir tourné ses canons de ce côté. N'importe, c'était un beau spectacle.

Une disgrâce

On ne peut pas en dire autant de l'assemblée d'investiture — tome 2 — dans Mercier. L'arrivée soudaine de Gerald Godin dans son fauteuil roulant, les yeux hagards, dans un sous-sol d'église étouffant, était du plus mauvais goût.

On a dit que M. Godin avait lui-même insisté pour être présent. Pourtant, lors de la première assemblée, il n'était pas là. Je suppose qu'il a aussi exigé de faire son entrée juste après le discours de Robert Perreault! Rarement vu un geste aussi cheap.

Surtout que ce n'était pas nécessaire. L'observateur le moins averti pouvait s'apercevoir en pénétrant dans la salle que la victoire de M. Perreault était acquise. Les foulards verts distribués par son équipe dominaient nettement.

En après-midi, à Joliette, les adjoints de M. Parizeau lui concédaient déjà la victoire et s'employaient à minimiser les conséquences de la défaite de Giuseppe Sciortino.

Le message qu'on voulait faire passer, c'est qu'en appuyant M. Sciortino, M. Parizeau avait simplement voulu parer à l'avance aux accusations d'ethnocentrisme que provoquerait une victoire de M. Perreault, mais qu'il acceptait sans réserve le choix des militants. Ouais!

On aura beau dire, il reste qu'il s'agit d'une giflette retentissante. Un chef de parti ne jette pas tout son poids dans la balance sans risquer une perte de prestige en cas d'échec. Sans parler de l'image du parti: pas de poignée de mains entre les deux adversaires, un ralliement du bout des lèvres... Triste.

Je vais me hasarder à faire une autre prédiction: si le PQ prend le pouvoir et l'emporte dans Mercier, M. Perreault ne sera pas ministre, même si, en d'autres circonstances, ses états de service auraient pu lui autoriser certains espoirs. Enfin, peut-être qu'avec un autre chef...

Le mauvais sort

Les stratèges péquistes ont eu une excellente idée d'entreprendre la troisième semaine de campagne par une visite à l'entrepôt de BPC de Baie-Comeau, pour illustrer l'incurie des libéraux en matière d'environnement.

En ressassant le dossier qui avait empoisonné les premières semaines de la campagne de Robert Bourassa, en 1989, M. Parizeau cherchait peut-être aussi à conjurer le mauvais sort qui s'acharne sur lui.

Depuis deux semaines, ce satané enclenchement lui colle à la peau, comme les BPC collaient à celle de M. Bourassa. Dès qu'il essaie de changer de sujet, les journalistes lui remettent le nez dedans. Dimanche, il est venu bien prêt d'exploser. Ce serait une grave erreur. Il n'y a rien que les journalistes aiment mieux que de faire grimper un politicien dans les rideaux.

Le plus enrageant pour le chef du PQ, c'est que lui-même ne mène pas une si mauvaise campagne. D'accord, c'est lui qui a ressuscité l'enclenchement, l'hiver dernier, mais depuis le 24 juillet, il n'a pas commis de faute majeure. Ce sont ses vedettes et Lucien Bouchard qui l'ont mis dans l'embarras. Et dans Mercier, il n'est pas le seul responsable du gâchis.

En 1989, il avait pu se contenter de faire du surf sur l'incroyable série de malheurs dont M. Bourassa avait été victime. La même chose est survenue durant la campagne référendaire de 1992. Cette année, les rôles sont inversés. C'est M. Johnson qui se bidonne. Jusqu'à présent.

Remarquez, les multiples péripéties de la campagne de 1989 n'avaient eu aucune influence sur le résultat final. Comme si la population avait instinctivement distingué l'essentiel de l'accessoire.

N'empêche que si le pèlerinage à Baie-Comeau ne suffit pas à régler le problème du docteur Jykell, M. Parizeau a intérêt à trouver un autre remède au plus vite. Parce que s'ils risquent de se retrouver avec M. Hyde, les électeurs pourraient y penser à deux fois le 12 septembre.

Michel DAVID



Les BPC d'une élection à l'autre!

BAIE-COMEAU — Pour des stratèges péquistes qui veulent remettre l'accent sur les faiblesses du gouvernement libéral pendant cette campagne électorale, quoi de mieux qu'une visite au lieu d'entreposage de ces fameux BPC qui avaient défrayé la chronique quotidienne de la campagne électorale de... 1989.

par GILLES BOVIN LE SOLEIL

Dans une série de conteneurs banalisés, marqués par les premières attaques de la rouille, 500 tonnes de dangereux déchets toxiques, que l'on avait parqués là « temporairement » en 1989, dorment toujours sur le lieu d'entreposage d'Hydro-Québec, à Manic II, à une demi-heure de route de Baie-Comeau.

« Si on voulait trouver un plus

bel exemple de l'immobilisme du gouvernement, on ne pourrait trouver mieux que ce qu'on voit ici aujourd'hui », note un Jacques Parizeau trop heureux de rappeler que l'incendie de l'entrepôt de BPC de Saint-Basile-le-Grand date de six ans, « presque jour pour jour ».

Le chef péquiste se transforme d'autant plus aisément en historien de la saga des BPC qu'il était lui aussi de la campagne électorale de 1989 alors que Robert Bourassa s'efforçait tant bien que mal

de se dépêtrer des allées et venues de ces déchets toxiques dont personne ne voulait. Après un périple en Angleterre, où ils étaient interdits de séjour, ces déchets toxiques étaient finalement débarqués au port de Baie-Comeau et transportés, sous escorte policière, au lieu d'entreposage de Manic II.

« Nous sommes cinq ans plus tard. Il ne s'est rien produit. Rien! » tonne un Jacques Parizeau qui accuse carrément le gouvernement Johnson de se cacher « derrière un écran de fumée » en lançant, « dans la précipitation » et en plein été, des audiences publiques du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

pour... « choisir un moyen de les éliminer ».

Ironique, le chef péquiste ne peut manquer de souligner qu'il s'agit là d'une bien curieuse façon de gouverner « pour celui qui cherchait, à la Chambre de commerce de Baie-Comeau, dimanche soir, à se faire appeler "gouverneur" ».

Et pourquoi ne pas rappeler qu'un autre adversaire libéral qu'il a sérieusement malmené la semaine dernière, Yvon Charbonneau, a justement présidé une commission pour enquêter sur l'élimination des déchets dangereux? « Ils ont tout fait, tout examiné, et n'ont fait aucune recommandation sur les techniques de dépollution », constate Jacques Parizeau.

Le chef péquiste juge « absolument odieux » que l'on demande maintenant aux gens de la région de venir dire aux audiences publiques du BAPE — les mémoires seront déposés demain, à Baie-Comeau — quelle serait la meilleure façon de détruire ces déchets toxiques. « Le gouverneur, il n'aurait pas pu en choisir un bidule. Il y a des bidules dans le monde qui marchent », raille-t-il.

Le chef péquiste refuse cependant de dire quelle technologie un gouvernement péquiste privilégierait. Il promet que « ça ne prendra pas des années. On choisira et on choisira vite ».

Pour Marc Paquet, président du Conseil du travail de la FTQ à Baie-Comeau, la population de la Côte-Nord se « sent un peu cobaye » dans cette histoire.

Jacques Parizeau s'en prend aux « boîtes à patronage »

BAIE-COMEAU — Le chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, estime que le gouvernement libéral a créé une véritable « boîte à patronage » en créant une Société québécoise du tourisme pour remplacer le ministère du Tourisme.

par GILLES BOVIN LE SOLEIL

« C'est pas vrai qu'on va garder les patentes à patronage. C'est évident qu'on va pas garder ça », a lancé le chef péquiste hier devant des sympathisants et des membres de la Chambre de Commerce de Baie-Comeau.

Le gouvernement Johnson a fait adopter, avant l'ajournement de la dernière session de l'Assemblée nationale, une loi autorisant la mise sur pied d'une Société du tourisme calquée sur le modèle britannique pour prendre en charge la majeure partie des opérations de terrain du ministère du Tourisme.

Interrogé hier soir par un intervenant touristique de la région de la Côte-Nord, le chef du PQ a soutenu que le gouvernement avait créé une série d'organismes de ce genre pour se soustraire à la Loi de l'administration publique qui oblige à un contrôle sévère des dépenses de l'État.

Ces organismes, selon M. Parizeau, ne sont plus directement imputables à un ministère mais « restent sous la coupe du ministre », qui attribue le budget. Pour le chef péquiste, il s'agit là de véritables nids à patronage qui permettent par exemple de soustraire à l'examen public des dépenses importantes comme la promotion touristique en région.

M. Parizeau refuse cependant de s'engager à recréer un ministère du Tourisme mais promet de « rétablir les règles de transparence et d'honnêteté ».

Déboires de Mercier

Par ailleurs, Jacques Parizeau a été rejoint hier par les déboires de son candidat défait dans la circonscription de Mercier, Giuseppe Sciortino.

M. Parizeau admet être « assez

déçu », mais il espère que la défaite de M. Sciortino, aux mains de Robert Perreault, ne portera pas ombrage à la politique de rapprochement du PQ à l'endroit des communautés culturelles.

Il signale avoir clairement indiqué, dans une lettre aux militants du comté, sa préférence à l'égard de M. Sciortino. « Mais que voulez-vous? Ça fait partie des règles

de la démocratie », constate un Jacques Parizeau qui ne peut s'empêcher de souligner qu'il préfère cette façon de faire à celle du « gouverneur » qui « désigne un peu tout le monde comme candidat ».

Déjà échaudé par le tumulte soulevé par ses déclarations lors de l'assemblée d'investiture dans Charlevoix, Jacques Parizeau refuse tout net de répéter que le PQ pourrait gagner la présente élection sans le vote des communautés ethniques. « Vous ne m'avez pas. Je suis déjà passé par là. »

Mario Dumont prête l'oreille aux doléances des cyclistes



Le chef du PADQ, Mario Dumont, a noté le sérieux de la présentation des organisateurs du Grand Tour.

QUÉBEC — Les organisateurs du Grand Tour ont profité hier de la halte à Québec des 1150 participants pour inviter les candidats de la région à se prononcer sur la politique sur le cyclisme attendue depuis deux ans.

par SOPHIE COUSINEAU LE SOLEIL

Les seuls politiciens venus entendre les doléances du monde du vélo étaient six candidats du Parti Action démocratique du Québec, dont le chef du PADQ, Mario Dumont.

Jean-François Pronovost, directeur général de Vélo Québec, a rappelé que cette politique tarde à être adoptée. « Lorsque Sam Elkas a quitté le ministère des Transports, le dossier est tombé entre les mains de (Norman) Cherry: aussi bien dire qu'il est tombé dans le vide », déplore-t-il.

M. Elkas a confié l'élaboration de cette politique à un comité en septembre 92. Une consultation publique menée en mai 93 dans 11 villes du Québec avait apporté de l'eau au moulin. La politique, qui vise à reconnaître la bicyclette comme moyen de transport et à offrir aux cyclistes des infrastructures accessibles et sécuritaires, devait être adoptée en février.

Pour vendre cette politique, M. Pronovost s'est attardé à l'une des récriminations des cyclistes: la largeur souvent insuffisante des accotements sur les routes.

La correction de ce problème accroîtrait la sécurité des cyclistes, mais aussi celle des automobilistes et ce, en réduisant les coûts d'entretien des voies publiques. Le document de Vélo Québec cite quelques études pour appuyer ses dires, dont l'une de l'État du Wisconsin, selon laquelle les frais liés à un pavage plus large sont plus que contrebalancés par la réduction des coûts d'entretien et de ceux liés aux accidents.

M. Dumont, qui a promis de se prononcer sur cette question après l'étude des documents remis hier et avant la tenue des élections, a noté le sérieux de la présentation des organisateurs du Grand Tour. « Il faut faire preuve d'imagination pour faire entendre son message, car les voies officielles sont souvent difficiles d'accès », dit-il, une référence à peine voilée à son exclusion du débat des chefs.

Lorsqu'interrogé sur le temps d'attente qu'il utilise actuellement pour déplorer le fait que les réseaux l'ignorent, M. Dumont a rétorqué qu'il ne manquait jamais une occasion, comme hier midi à une émission de radio de Québec, de discuter des questions de l'emploi et de l'avenir du Québec.



GUY CARBONNEAU SAIT COMPTER.

Hypothèque 20/20: difficile à battre!

Depuis plusieurs années déjà, Guy Carbonneau fait affaire avec la Banque Hongkong du Canada. Et à l'instar de milliers d'autres Canadiens, il est à même d'apprécier notre savoir-faire et nos bonnes idées. Comme les options de paiement anticipé 20/20: rembourser 20% du solde initial du capital à la date anniversaire de votre prêt ou augmenter vos versements de 20% quand vous le désirez (une fois par année).

Et ce n'est pas tout. Faites votre choix parmi nos options de paiement hebdomadaire, bimensuel, aux deux semaines ou autres. Nous vous donnons toute la latitude nécessaire au remboursement de votre prêt. Appelez-nous au 1 800 567-7778. Nous vous convaincrions que l'attaque est encore la meilleure défensive.

POSTEZ OU TÉLÉCOPIEZ CE COUPON POUR DÉCOUVRIR COMBIEN VOUS POURRIEZ ÉCONOMISER!

Oui, Je désire savoir combien l'Hypothèque 20/20 pourrait me faire économiser. Veuillez me faire parvenir des renseignements sur les produits et services offerts par la Banque de HongKong du Canada.

- Montant actuel de votre prêt hypothécaire:
- Moins de 50 000 \$
 - Entre 50 000 et 75 000 \$
 - Entre 75 000 et 100 000 \$
 - Entre 100 000 et 150 000 \$
 - Entre 150 000 et 200 000 \$
 - Plus de 200 000 \$

Votre banque prêteuse: _____

Télécopiez au: 1 800 661-0103

Ou postez à: Banque Hongkong du Canada
500, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec)
H2Z 1W7

Nom: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Province: _____

Code postal: _____ Téléphone (jour): _____

SOL07

Ste-Foy
2795, boul. Laurier



ÉLECTIONS 94

Des travailleurs de la construction en colère accueillent le chef libéral

JONQUIÈRE — Une soixantaine de travailleurs de la construction ont perturbé hier à Jonquière une réunion du Parti libéral et tenté de forcer l'entrée de la salle où Daniel Johnson devait prendre la parole.

par DONALD CHARETTE
LE SOLEIL

Hurlant des slogans hostiles à la loi 142 qui a déréglementé la construction, la brigade de choc a d'abord voulu pénétrer par la porte centrale de l'hôtel Roussil-

lon où des jeunes libéraux attendaient l'allocation de leur chef. « Pourri », « On veut Johnson », « La 142 nous tue », « On crève de faim », « H... de crosseur », lançaient ces travailleurs qui se sont heurtés à une des portes bouclées par des agents en civil de la Sûreté du Québec.

Après un moment de flottement, ils ont contourné l'hôtel et réussi à rentrer par une autre porte et se sont déversés dans les couloirs, après avoir bousculé des policiers. Une quinzaine de policiers cravatés ont empêché les manifestants d'entrer en fermant les portes.

Les manifestants ont demandé à parler au premier ministre qui n'était pas dans la salle à ce moment-là. Le ton a monté et cer-

tains ont craché et piétiné des posters du chef libéral. La tension était forte et les policiers qui défendaient l'entrée ont dégagé discrètement la crosse de leur arme en relevant leur veston pardessus.

Puis, sur un mot d'ordre, les gars de la construction ont lancé l'assaut. Une violente bousculade a suivi. Bien adossés à la porte, les agents de la SQ ont pu résister à cette charge mais certains d'entre eux ont subi des coups. Un cameraman de Radio-Canada s'est fait bousculer et la journaliste de CBC, Lynne Robson, a été littéralement coincée entre les portes fermées et les protestataires. Elle a été secouée mais n'a pas pas été blessée. Le choc passé, les manifestants se sont repliés et... ont quitté les lieux pour ne plus revenir.

Ils ont prétendu par la suite que c'est la présence de la journaliste qui les avait convaincus de rebrousser chemin et de ne pas lancer un deuxième assaut.

La nervosité était palpable hier durant toute la journée dans l'entourage de Daniel Johnson où on avait eu vent de cette manifestation et les mesures de sécurité avaient été renforcées. Il faut mentionner que jamais hier M. Johnson n'a été confronté directement aux manifestants.

Déjà à l'automne passé, ici même à Jonquière, ce groupe de travailleurs de la construction avait forcé l'entrée à une conférence de presse de M. Johnson qui avait dû quitter la salle précipitamment.

Hier soir, M. Johnson a commenté brièvement cette altercation en disant qu'il n'avait pas été intimidé. « C'est la première manifestation ? » de demander un journaliste. « C'est la seule », a-t-il répondu.



Daniel JOHNSON

Au tour de Johnson de sortir l'un de ses candidats du pétrin

LA BAIE — Le premier ministre Daniel Johnson a été obligé au cours de sa tournée au Saguenay-Lac-Saint-Jean hier de dépanner un de ses candidats qui a soulevé une controverse en décrivant le Parti québécois comme un parti de « vieux ».

par DONALD CHARETTE
LE SOLEIL

Le plus jeune candidat libéral, Stéphane Dallaire, qui se présente dans le comté de Jonquière, a soutenu que son adversaire Francis Dufour est vieux et représente de vieilles idées. Cette déclaration a soulevé des protestations dans la région.

Hier, M. Johnson a dû récupérer cette bavure. De passage à Mistassini, il a affirmé que « la politique, ce n'est pas une question d'âge » mais qu'il y a 14 candidats du PQ qui étaient ministres dans les années '70. « La moitié du conseil des ministres de 30 du gouvernement péquiste reviennent, donc les trois quart du conseil des ministres de Parizeau sur une vingtaine ont été ministres dans les années '70. C'est pas sérieux quand tu parles de nouveaux emplois, d'une nouvelle économie. Il y avait peut-être de bonnes idées mais, à l'usage, elle se sont avé-

rées dépassées. » Interrogé sur Jacques Parizeau, il a souligné qu'« un homme politique doit être de son temps et ce n'est pas une question d'âge ».

Plus tard dans la journée, devant un groupe de militants à La Baie dans le comté de Dubuc, le chef du PLQ a repris le même thème pour démontrer la différence entre le PQ et sa formation politique sur la place de l'État. « Avec l'autre parti, plus c'est lourd plus c'est meilleur. Ça a été fait il y a une génération, on n'a pas besoin d'un gouvernement qui veut faire un grand pas vers le passé. Mais il n'y a pas d'âge pour être nouveau, pour découvrir des moyens nouveaux. »

M. Johnson a donné l'exemple de la politique forestière du PQ pour démontrer son point : « Elle est, dit-il, anti-écologique, improductive et ne correspond plus aux nouvelles données scientifiques ».

Si M. Johnson a mis les gants blancs, sa candidate dans Dubuc, Jeanne Lavoie, a parlé de « l'é-

quipe rétro du PQ, une équipe usée, stagnante, en manque d'idées », en nommant les plus âgés soit Denis Lazure, Camille Laurin, Guy Chevrette, Jacques Parizeau. Au cours de sa tournée dans cette région hostile à son parti, M. Johnson a vanté l'unité de ses troupes « qui disent et pensent la même chose » quand il s'agit du programme politique et en conclut que le PQ, lui, n'est pas prêt à gouverner.

MORCEAUX CHOISIS

Quelques propos et commentaires tenus hier: Je suis un peu déçu de tout ça, mais ça fait partie des règles de la démocratie. C'est plus difficile de fonctionner comme ça que de désigner tout le monde comme le gouverneur le fait, mais qu'est-ce que vous voulez, je suis un démocrate. Pas question pour moi de passer par en arrière et tordre des bras.

Jacques Parizeau, commentant le choix de Robert Perreault par les militants de Mercier.

On donne l'impression au Québec depuis quelque temps que toute solution à un problème demande qu'on déplace les montagnes. Et il veut se faire appeler le gouverneur, franchement!

Jacques Parizeau à propos de Daniel Johnson.

Il faut juger les gens à leurs idées et à la nouveauté des solutions qu'ils apportent, non à leur âge.

Daniel Johnson lors de son passage au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

La traditionnelle vente de fin de saison
11 au 20 août

50% sur tous les vêtements

GRANDEUR NATURE

North Face • Sierra Designs
Royal Robbins • Woolrich • Think Pink

et 30 % sur une foule d'articles de plein air :
bottes de randonnée, sacs de couchage
sacs à dos, fin de collection Chlorophylle...

LES BOUTIQUES L'AVENTURIER

Québec : 710, Bouvier, #135, 624-9088

vente DÉCORATION

STORES

SERVICE DE DÉCORATION À DOMICILE GRATUIT! 661-0909

LA PLUS GRANDE VARIÉTÉ DE DRAPERIES

- VOILAGES • COTONS IMPRIMÉS DÉCORATIFS • TISSUS À RECOUVREMENT
- DENTELLES • IMPRIMÉS POUR ENFANTS
- PRIX SPÉCIAL À PARTIR DE: **3⁹⁹**

DOUILLETES ET ENSEMBLES DE DOUILLETTE

simple juvénile À PARTIR DE: **39⁹⁹**

VASTE CHOIX D'ACCESSOIRES DE **SALLE DE BAIN** ET RIDEAUX DE DOUCHES **20%**

FÉLICITATIONS À MME ISABELLE RIOUX DE CHARLESBOURG GAGNANTE DU CONCOURS

GAGNEZ UN DÉCOR DE RÊVE... d'une valeur de 5 000\$!

Bouclair

À LA MAISON

DES TISSUS À DES PRIX JAMAIS VUS!

CHOIX, QUALITÉ BAS PRIX, SERVICE SANS FRAIS D'ADHÉSION SANS CARTE DE MEMBRE SANS COUPON

PERMA PRESS 45 COULEURS! PREMIÈRE QUALITÉ! PRIX CHOC! 1²⁹

DOUBLURE 45" POLYESTER PRIX CHOC! 1⁹⁹

TOUS LES PATRONS BUTTERICK & VOGUE 31 | **BURDA 50%**

TOUS LES ACCESSOIRES DE COUTURE SANS EXCEPTION! 33^{1/3}

CES ITEMS SONT EN SOLDE DANS LA VILLE DE QUÉBEC SEULEMENT VENTE JUSQU'AU 12 AOÛT OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS.

OUVERT MERCREDI JUSQU'À 21 H00 (sauf Capitale et Laurier) ET DIMANCHE DE 12H 00 À 17H 00

MAINTENANT C'EST FACILE... FAITES-LE VOUS-MÊME! LA MAISON BOUCLAIR UN SUPER MAGASIN POUR LA MODE ET LA DÉCORATION

la maison Bouclair

LÉVIS 833-4210
CAPITALE 628-8760
SAINTÉ-FOY 659-1014
ST-ROMUALD 839-0806

NEUFCHÂTEL 843-9330
VANIER 681-0644
BEAUPORT 661-1345
PLACE LAURIER (MAIL NORD) 657-1321

ÉLECTIONS 94



Les libéraux défendent leur bilan dans la capitale

QUÉBEC — Même si 5200 emplois ont été supprimés dans la fonction publique depuis 1989, le député libéral de Chauveau, M. Rémy Poulin, estime que la région de la capitale n'a rien perdu puisque 16 100 emplois ont été créés dans d'autres secteurs. Il faudra toutefois attendre deux semaines avant de savoir quels sont les projets du Parti libéral dans la région de Québec.

par BRIGITTE BRETON
LE SOLEIL

L'équipe libérale semble compter sur le développement de la haute technologie et du tourisme pour

compenser les compressions dans la fonction publique. Hier, le candidat de Chauveau et organisateur libéral n'avait cependant pas convoqué la presse pour parler d'avenir, mais bien uniquement pour faire le bilan des projets réalisés depuis l'élection des libéraux, en 1989. Flanqué du candidat de La Peltrie, M. Raymond Bernier, et de la candidate de Louis-Hébert, Mme Sylvia Garcia, M. Poulin a indiqué que plus de 2,5 milliards \$ ont été générés dans la région de Québec depuis 1989.

Ces investissements, dont le tiers a été assumé par le gouvernement provincial (l'autre partie par le fédéral et le secteur privé), ont été consacrés au développement économique, au renforcement du statut de capitale, à la santé, à l'éducation et à la qualité de vie de la population, a relaté M. Poulin. Il donne comme exemple l'aménagement du centre des congrès de Québec et du casino de Charlevoix, la création du secrétariat à la capitale, la mise en place du Conseil régional de concertation et de développement du Qué-

bec-métro et la création d'un fonds d'innovation technologique. M. Poulin ne cache toutefois pas qu'une partie de ces investissements sont en fait des dépenses statutaires du gouvernement.

Selon le député de Chauveau, les sommes que son gouvernement a consacrées à la région de Québec depuis 1989 ont permis au milieu de mieux supporter la récession. Si on lui rappelle que des emplois ont été perdus dans la fonction publique, M. Poulin rétorque que toutes les capitales ont connu une telle diminution du nombre de leurs fonctionnaires. Signale-t-on un glissement de l'appareil gouvernemental vers les



Trois candidats, Raymond Bernier, Rémy Poulin et Sylvia Garcia, ont participé à la rencontre de presse.

régions, M. Poulin admet que le personnel a diminué de 3,5 % dans la région de Québec et d'en-

viron 1 % dans celle de Montréal, alors que les régions ont connu une croissance de 9 %. Ce qui cor-

respond à l'objectif de décentralisation du gouvernement libéral, précise l'organisateur libéral.

André Ouellet a trouvé ses Laurel et Hardy

QUÉBEC (d'après PC) — Le ministre fédéral des Affaires étrangères André Ouellet est loin d'être choqué de voir le chef bloquiste Lucien Bouchard faire campagne aux côtés du leader péquiste Jacques Parizeau et il a même comparé le couple aux célèbres comédiens Laurel et Hardy.

campagne. « Je suis très confiant qu'il peut l'emporter », a-t-il ajouté.

précisé M. Ouellet, et de cela je pense qu'on n'en a pas parlé. »

Quant à la déclaration qu'il a faite à Hong Kong la semaine dernière dans laquelle il indiquait que l'élection d'un gouvernement péquiste ne serait pas un désastre et qui a fait sursauter M. Johnson, selon lui, elle aurait été rapportée de façon incomplète.

Le ministre a par ailleurs indiqué qu'il a rappelé aux investisseurs asiatiques qu'une victoire libérale au Québec serait la meilleure façon de les rassurer.

« Peut-être que tout ce que j'ai dit à Hong Kong n'a pas été rapporté, a-t-il soumis. J'ai dit que j'étais très confiant de voir les libéraux gagner ces élections, a

« Mais, à une question posée, a expliqué M. Ouellet, j'ai soutenu que le PQ avait déjà gagné une élection au Québec, mais qu'il avait ensuite perdu un référendum et que par conséquent l'élection c'est une chose et ça ne signifie pas pour autant la séparation du Québec. »

« C'est clair que la vision de l'avenir du Québec de M. Bouchard est différente de celle de M. Parizeau, a-t-il ajouté. Je les regarde et ils me font penser à Laurel et Hardy. Ils ressemblent à ces deux magnifiques bouffons. C'est moi le gros, c'est toi le petit. »

« C'est clair que la vision de l'avenir du Québec de M. Bouchard est différente de celle de M. Parizeau, a-t-il ajouté. Je les regarde et ils me font penser à Laurel et Hardy. Ils ressemblent à ces deux magnifiques bouffons. C'est moi le gros, c'est toi le petit. »

Par ailleurs, le ministre a clairement laissé entendre qu'il n'a-

« C'est clair que la vision de l'avenir du Québec de M. Bouchard est différente de celle de M. Parizeau, a-t-il ajouté. Je les regarde et ils me font penser à Laurel et Hardy. Ils ressemblent à ces deux magnifiques bouffons. C'est moi le gros, c'est toi le petit. »

« C'est clair que la vision de l'avenir du Québec de M. Bouchard est différente de celle de M. Parizeau, a-t-il ajouté. Je les regarde et ils me font penser à Laurel et Hardy. Ils ressemblent à ces deux magnifiques bouffons. C'est moi le gros, c'est toi le petit. »

L'AGENDA

Voici quelques-unes des activités prévues au calendrier des partis politiques aujourd'hui:

(PC) — Le premier ministre et chef du Parti libéral du Québec, Daniel Johnson, prend aujourd'hui une première journée de congé depuis le déclenchement des élections. Il doit passer la journée à Montréal.

Le chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, poursuit sa tournée de l'Est du Québec. Il sera à Gaspé aujourd'hui où il célébrera son 64^e anniversaire de naissance au cours d'une activité privée. Il s'envolera ensuite vers les Îles-de-la-Madeleine.

Le chef du Parti Action démocratique du Québec, Mario Dumont, fera campagne dans la région de Montréal.

Du loisir à prix ABORDABLE avec **GLASTRON**

celui qui change les bateaux une valeur assurée

Notre modèle SSV-175 SE édition spéciale

15 495\$

YAMAHA

Robitaille Marine 2173-4157 Québec Inc.

2980, Mgr-Gauthier, C.P. 5023, Beauport G1E6B3 661-8491

AUCUN DÉPÔT AVANT 6 MOIS

AUCUN PAIEMENT - AUCUN INTÉRÊT MÊME SUR LES TAXES!

Sur produits Packard Bell sélectionnés. Sujet à l'approbation du crédit. Détails en magasin.

AVENTURE ELECTRONIQUE

Le Futur c'est Aventure...

Packard Bell

Legend 2016

- Mémoire de 4 Mo (RAM)
- 210 Mo disque dur
- CD-ROM Double vitesse
- Carte de son 16 bits
- Clavier et Souris inclus
- Moniteur SVGA

HUGO 7.2. GRATUIT A L'ACHAT DE CE PRODUIT

VALEUR 59⁹⁹

RABAIS DE 200\$ Reg. \$2199.00

1999⁰⁰ \$1999

PLACE LEBOURGNEUF
5500 boul. Des Gradins
Québec
628-5500

BOUTIQUES DE QUÉBEC ET DE LA RÉGION

- Galerie de la Capitale • Galeries Chagnon
- Place Fleur de Lys • Place Laurier
- Place du Royaume (Chicoutimi)
- Centre Rivière-du-Loop • Carrefour St-Georges-de-Beauce
- La Grande Place (Kimouki)

GALERIES CHAGNON
300, Côte Passage
Lévis
835-5500

Les candidats auront leur petit 10 000\$

QUÉBEC (d'après PC) — Plus de 200 candidats libéraux et péquistes inscrits officiellement au scrutin du 12 septembre recevront au cours des prochains jours, par la poste, une nouvelle qui saura les réjouir : un chèque de plus de 10 000 \$, qui témoigne de la générosité proverbiale de la Loi électorale québécoise.

De toutes les provinces canadiennes, c'est en effet au Québec que l'État se fait le plus prodigue pour ses citoyens qui décident de briguer les suffrages à l'intérieur des formations politiques reconnues : « La loi québécoise est effectivement la plus généreuse au pays, que ce soit pour les partis ou pour les candidats », confirmait hier le porte-parole du Directeur des élections, M. Bernard Régnard.

Ainsi, les taxes et les impôts des Québécois dont on sollicite le vote serviront à financer la moitié des frais engagés pour y parvenir. Des 53 millions \$ que coûtera le scrutin, près de 8 millions \$ iront directement au Parti québécois et au Parti libéral : cette somme représente une augmentation substantielle en comparaison aux 3,6 millions \$ versés en 1989.

Si on a ainsi plus que doublé les sommes prévues, c'est que l'Assemblée nationale a modifié, il y a deux ans, la loi pour que non seulement les candidats, mais également les partis obtiennent le remboursement de la moitié de leurs dépenses, une première au Canada. De ce 7,5 millions \$, 4,7 seront encaissés par les candidats et 2,7 par les partis.

C'est la première fois de l'histoire politique québécoise que les formations sont aussi avantagées. Le mesure n'aurait pratiquement pas de précédent en Amérique du Nord, laisse-t-on entendre au bureau du Directeur des élections.

D'ailleurs, le bureau du Directeur a commencé à émettre depuis la semaine dernière pour près de 3 millions \$ en chèques à 219 candidats qui ont jusqu'à présent fait acte de candidature au scrutin afin de leur avancer l'argent nécessaire au financement de leurs déplacements et de leur campagne publicitaire, qui doit débuter la semaine prochaine.

Une compilation faite à la demande de la Presse canadienne permet de constater que 102 candidats péquistes recevront au cours des prochains jours des chèques qui totalisent 1,3 million \$; 113 candidats libéraux encaisseront globalement 1,5 million \$ et deux candidats du Parti Égalité se partageront 26 887 \$.

À vous de choisir la mensualité qui vous convient!

QUEST XE 1994:

- Moteur V6 de 151 chevaux
- Sièges pour 7 personnes, 3^e rangée sur rail
- Poutrelles d'acier dans les portières latérales
- Porte coulissante avec «mémorise» de verrouillage
- Climatisation
- Dossiers-tablettes aux 2^e et 3^e rangées

24 mois **528\$** par mois

36 mois **479\$** par mois

48 mois **436\$** par mois

AXCESS 1995 SPORT WAGON

- 5 vitesses
- Équipement complet sauf air climatisé

24 mois **377\$** par mois

36 mois **345\$** par mois

48 mois **321\$** par mois

* Crédit-bail Nissan 24 000 km par année. Transport et préparation inclus. Taxes TPS et TVG en sus, comptant 2500 \$ ou échange de même valeur. 1^{er} versement exigé à la livraison + dépôt de sécurité. Immatriculation et assurances en sus. Valeur de rachat garantie par Nissan.

ROBERGE NISSAN

6964, boul. Sainte-Anne, L'Ange-Gardien 822-1475

À 5 minutes de la chute Montmorency
Voitures de courtoisie sans frais

CROISIÈRES QUÉBEC / MONTRÉAL

Le St-Laurent de Québec à Montréal, c'est 254 kilomètres de détente au milieu d'une nature splendide.

Découvrez le fleuve et les villages qui le bordent, traversez le lac St-Pierre et les îles de Sorel et de Boucherville avant de vous amarrer au cœur de la métropole.

Croisière, animation, 2 repas, retour en autocar. 14, 20 août, 3 septembre.

99\$ + taxes

QUÉBEC / BALEINES

De la Vieille Capitale jusqu'au territoire des baleines, côtoyez l'île d'Orléans, l'archipel de Montmagny, l'île aux Coudres et les rives de Charlevoix, jusqu'à Tadoussac. Une journée d'évasion-nature.

Croisière, 2 repas, animation, observation des baleines et retour en autocar.

99\$ + taxes

Supplémentaire le 25 août

11 août, 11, 17, 24 septembre

Croisières Navimex inc.
(418) 692-4643

Rwanda: deux religieux dénoncent vendeurs d'armes et gouvernements

QUÉBEC — Les seuls vrais gagnants de la guerre au Rwanda sont les vendeurs d'armes, qu'ils soient du Canada, des États-Unis, de la France, de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Afrique du Sud, etc. Après le Rwanda, ils sont en train de répéter le même scénario au Burundi.

Quelques minutes avant l'entrevue du SOLEIL avec les deux religieux, M. André Ouellet, ministre des Affaires extérieures, avait fait un long plaidoyer pour le retour à la paix au Rwanda...

Les frères font remarquer que s'il y avait du pétrole au Rwanda, la guerre n'aurait pas eu lieu.

Ils ajoutent que les capitalistes d'Asie, d'Europe ou de l'Amérique

qui vendent des armes pour qu'on s'entretue dans certains pays, en vendent ensuite à l'Organisation des Nations unies qui envoie des troupes pour rétablir ou maintenir la paix revenue...

Ces religieux qui connaissent bien l'Afrique croient-ils en un avenir pour l'Afrique? M. Bourgeois répond qu'on se pose beaucoup de questions là-bas. Car les

situations d'urgence « se répètent à l'écoeurement »! Il y aura un avenir pour l'Afrique dans la mesure où la concertation internationale sera réelle.

Ils notent toutefois l'efficacité de l'« Opération turquoise » de la France au Rwanda. Elle est si efficace qu'elle restera jusqu'à l'arrivée des casques bleus des Nations unies, le 22 août.



Les frères Robert Gonneville, à gauche, et Joseph Bourgeois, de l'Instruction chrétienne.

par BENOÎT ROUTHIER
LE SOLEIL

Les frères Robert Gonneville et Joseph Bourgeois, de l'Instruction chrétienne, ajoutent que ces gens constituent « une pègre très puissante ».

Les religieux ont assisté hier, au départ, à l'aéroport international Jean Lesage, de deux avions Hercules de l'Armée canadienne qui emportaient dans leur ventre des tonnes de médicaments et de biscuits nutritifs destinés aux réfugiés du Rwanda à Goma, au Zaïre. Les deux religieux sont à l'origine du projet avec entre autres Collaboration santé internationale (C.S.I.) et l'Université de Sherbrooke.

MM. Gonneville et Bourgeois dénoncent aussi la complicité des gouvernements qui, tout en prêchant pour la paix, continuent d'encourager l'industrie de l'armement (des frégates de cinq milliards \$!), entre autres parce que ça crée des emplois...

Affaire Poulin St-Georges en Cour suprême

SAINT-GEORGES — Le conseil municipal de Saint-Georges inscrit la cause de Robert Poulin en Cour suprême et demande le support financier de l'Union des municipalités du Québec. Scandalisée, l'opposition crie à la dilapidation des fonds publics.

par LUCE DALLAIRE
collaboration spéciale

En séance régulière, hier, à six contre trois, les élus municipaux ont décidé de porter le cas du contrat de travail du préventiviste Robert Poulin, devant l'ultime instance juridique du Canada.

Le dossier chemine depuis deux ans. Après avoir été entendu par la Cour supérieure la Commission municipale du Québec, la cour d'appel a rendu la semaine dernière un jugement majoritaire ordonnant ni plus ni moins que la réintégration de Poulin dans ses fonctions.

Le maire Paul-Henri Lacasse et la majorité des membres du conseil de l'entendent pas ainsi. Sur avis de leurs procureurs, Pothier et Bégin de Québec, ils poussent l'affaire formulant même une demande au fonds d'aide de l'Union des municipalités du Québec pour amortir les coûts de cette démarche.

« La folie a assez duré » ont lancé Ann Paré et Victor Loubier qui estiment que la ville dilapide les fonds publics à outrance.

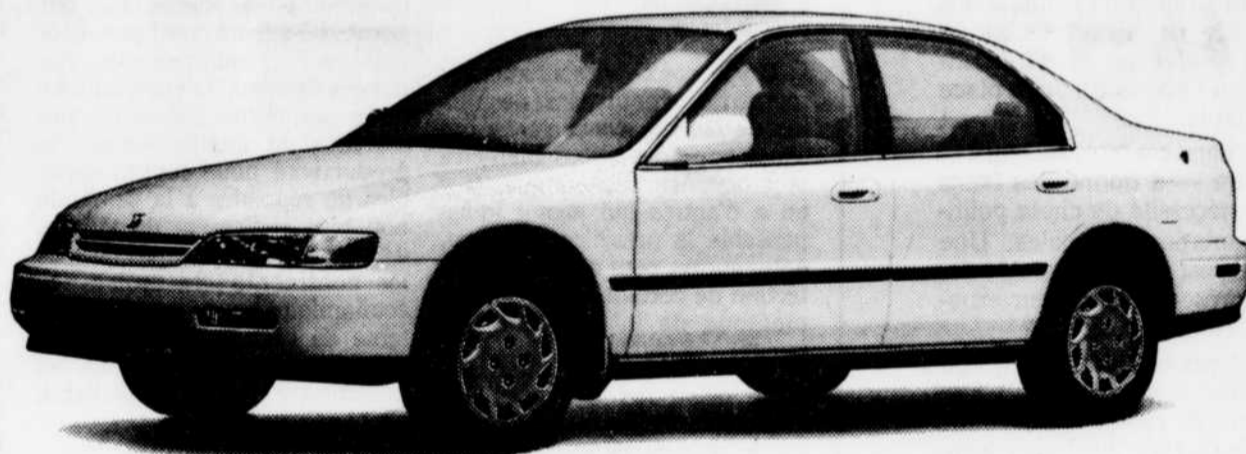
« Si la demande est accueillie, nos avocats nous ont certifié que le maximum de la facture pour aller en Cour suprême serait de 42 500 \$ », a répliqué le maire Lacasse.

Selon le greffier M. Laurent Nadeau, les frais d'avocats encourus à date par la municipalité sont de 145 878 \$, ceux de la Commission municipale à 18 983 \$.

Claude Dutil et Marc Turcotte s'entendent pour dire qu'il s'agit de faire respecter un principe et le droit de gérance d'une municipalité.

Mon EX ne me coûte que 333 \$ par mois.

(Et seulement pour 36 mois).



Berline Accord EX automatique

Il y a des EX qui n'ont que des défauts, la mienne n'a que des qualités.
Et, à seulement 333 \$ par mois, elle devient même carrément irrésistible...
Mais, je la connais bien, ça ne durera pas. Si vous voulez profiter de cette offre extraordinaire, faites-lui tout de suite votre grande demande!

Caractéristiques de la berline Accord EX automatique
Moteur 4 cylindres en ligne, 2,2 litres de 130 chevaux, 16 soupapes et injection multipoint programmée (PGM-FI). Direction à crémaillère. Boîte automatique à 4 rapports à commande électronique. Freins assistés à disque ventilé à l'avant, à tambour à l'arrière. Climatisation avec fluide réfrigérant écologique. Coussins gonflables avant gauche et droit (SRS). Glaces et serrures électroniques. Programmateur de vitesse. Fixations pour siège d'enfant. Rétroviseurs télécommandés.



LES CONCESSIONNAIRES

HONDA

SELECT

AUTO FRANK & MICHEL
5790, boul. Sainte-Anne, Boischatel
822-2252
Ligne directe : 666-4779



Montant fondé sur la location d'une berline Accord EX 1994 neuve à boîte automatique (CD563R), soit 333 \$ par mois durant 36 mois (paiement total de 11 988 \$). Versement initial de 2 500 \$, premier versement mensuel et dépôt de garantie exigibles dans les deux cas. Franchise de 72 000 km (10¢ par km au-delà de la limite de 72 000 km). S.A.C., taxes, immatriculation et assurance en sus. Au terme de la période de 36 mois, le client peut remettre la voiture au concessionnaire Honda ou l'acheter pour un somme déterminée d'avance.

CORRECTION RÉSULTATS

Dans notre annonce publiée le dimanche 7 août, on aurait dû lire la date du tirage de BANCO suivante:

| | | | |
|-------|----|-----------|----|
| BANCO | | Tirage du | |
| | | 94-08-06 | |
| 7 | 9 | 13 | 15 |
| 18 | 20 | 28 | 33 |
| 38 | 39 | 40 | 46 |
| 50 | 56 | 58 | 65 |
| 17 | 37 | 48 | 67 |

T.V.A. le réseau des tirages
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

ÉDITORIAL

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:
PIERRE DES MARAIS IIÉditeur adjoint et rédacteur en chef
J.-JACQUES SAMSONPrésident et Éditeur:
GILBERT LACASSEDirecteur de l'information
ANDRÉ FORGUES

Le bilan des absents

Le député libéral de Chauveau, Rémy Poulin, seul membre de l'équipe gouvernementale sortante dans la région de Québec à se porter à nouveau candidat en vue des élections du 12 septembre, a bien mérité de son parti hier matin en présentant à la presse le bilan local des principales réalisations libérales depuis 1989.

Les libéraux de la région ont présenté hier un bilan beaucoup plus modeste qu'en 1989 et le député Poulin a été forcé de reconnaître que seulement 800 millions \$ des 2,5 milliards \$ des investissements que le gouvernement Bourassa-Johnson prétend avoir générés avaient été injectés par Québec. Et encore là, l'organisation libérale n'a pu résister, une nouvelle fois, à la tentation d'inclure à son crédit les sommes allouées à l'intérieur de programmes réguliers, comme l'entretien du réseau routier, le simple entretien des centres hospitaliers ou des collèges, les subventions annuelles aux différents musées ou aux bibliothèques et même les 176 millions \$ pour la construction par Hydro-Québec de lignes sous-fluviales entre Grondines et Lotbinière, un ouvrage imposé à la Société d'État par les tribunaux.

À écouter à chaque fin de mandat les porte-voix des gouvernements sortants, il faudrait bientôt remercier à genoux nos élus pour le déneigement des routes après une tempête de neige ! Comme si l'argent de nos impôts n'était pas destiné en premier lieu à assurer des services communs et de la meilleure qualité possible à l'ensemble des citoyens.

Il faut plutôt examiner de très près l'utilisation qui a été faite de la petite marge de manoeuvre qui reste ensuite à nos dirigeants pour initier des programmes particuliers compte tenu de la conjoncture ou donner des orientations économiques, politiques ou sociales à leur administration.

La région de Québec s'est donné au cours des dernières années une vocation de haute technologie et de recherche, et de nouveaux pas ont été faits dans ce secteur qui traduisent une heureuse continuité. Mentionnons la création d'un fonds d'innovation technologique ; celle du Parc technologique du Québec métropolitain ; l'Institut de recherche sur le magnésium ; un investissement important dans le Centre de valorisation de la biomasse ; un autre dans l'Institut national de l'Optique... Il faut reconnaître au gouvernement libéral d'avoir fait preuve de constance dans ce secteur et de vision aussi dans le remplacement de la fonction publique comme vache à lait de la région.

Certains efforts dans les secteurs touristiques et culturels rejoignent cette dernière obligation : nos salles de spectacles ont été rénovées, Charlevoix a son casino et la Chute Montmorency s'est ajoutée aux sites touristiques de premier niveau même si l'opération de la place par la SEPAQ est fort critiquable.

La concentration des efforts dans ces trois secteurs — technologie, tourisme et culture — a donné des fruits intéressants et illustre bien la nécessité de choix politiques fondamentaux et d'orientations globales. Une meilleure concertation régionale est aussi détectable depuis quelques années et les représentants du gouvernement du Québec ont eu leur rôle à jouer.

Le dossier des libéraux est toutefois moins reluisant aux chapitres de l'aéroport Jean-Lesage, de la MIL Davie, du Centre des congrès, du rôle de Québec comme capitale, du Centre de foires, de Québec 2002, de l'organisation régionale des services de santé, et j'en passe. Nos ministres « forts » étaient essouffés. La relève aura besoin d'être fort convaincante lorsqu'elle nous présentera son programme dans quelques jours.

J.-JACQUES SAMSON



REPRISE

Point de vue

Le 12 septembre : d'abord un choix de société

par OSCAR FORTIN

Un débat s'est amorcé sur le rôle et la fonction de l'État dans les sociétés emportées dans le courant des innovations technologiques, de la restructuration des économies et de la mondialisation des marchés. Le procès de l'État social se fait de plus en plus intense.

Il y a ceux qui souhaitent y mettre fin au nom même des vertus de la libre concurrence qui saura apporter à tous bien-être et croissance économique. Il y en a d'autres qui jugent indispensable la présence de l'État, entre autres, pour assurer la protection de certains droits fondamentaux de la personne humaine.

Le débat sur des questions aussi cruciales que celles portant sur le rôle de l'État, sur les finances publiques, sur le chômage, les programmes sociaux, la fiscalité, l'éducation, le développement technologique et l'aide aux entreprises ne peut plus se faire en vase clos.

La présente campagne électorale est toute indiquée pour les partis de mettre cartes sur table et d'aller chercher les mandats qui légitimeront l'exercice de leur pouvoir, selon qu'ils seront élus ou non. C'est le temps pour eux de dire ce qu'ils entendent

faire avec le programme universel des soins de santé, comment ils se situent devant la nouvelle vision mercantile du développement axée sur la seule croissance économique.

La compétitivité, la productivité et la croissance économique s'imposent de plus en plus comme un nouveau messianisme qui inspire et guide plusieurs de nos grands décideurs politiques, économiques et commerciaux. Selon ces derniers, la compétitivité nous permettra d'accéder aux marchés du monde entier ; la productivité nous rendra capables de répondre à la demande non plus seulement du village, de la ville, du pays, mais de tous les continents ; la croissance économique pour sa part, résultante de l'action des deux premières, nous fera participer, un peu comme le fait l'Esprit-Saint, au bien-être divin.

Ce credo, que bien peu remettent en question, repose sur la certitude qu'en réduisant les coûts de production, on augmente les ventes, qu'en augmentant les ventes, on augmente la croissance économique et qu'en augmentant la croissance économique, on augmente le bien-être matériel et humain de l'ensemble de la collectivité. Pourtant, rien n'est moins certain que ce lien de causalité à effet de la croissance économique au bien-être de tous les citoyens. Regar-

dons de plus près cette logique.

La compétitivité résultera de la diminution des coûts obtenue, entre autres, par la réduction des charges sociales des entreprises, une fiscalité à la fois généreuse en subventions et peu gourmande en perceptions de taxes et une main-d'oeuvre aux conditions d'emploi flexibles, productives et économiques. Les ponctions, exercées à ces trois niveaux, auront évidemment pour effet de réduire la protection sociale, de diminuer les revenus de l'État et d'appauvrir le travailleur. Par contre, les sacrifices, consentis par l'un et l'autre, permettront aux entreprises d'être plus compétitives.

La productivité, pour sa part, augmentera, entre autres, grâce à la modernisation des équipements, à la restructuration de l'entreprise et à l'introduction de nouvelles technologies. Ces ajustements permettront de produire à plein régime 24 heures sur 24, avec la même précision et dextérité, du début à la fin. Il est évident que cette réorganisation du travail exercera une ponction importante sur la masse des employés. Ceux qui demeureront en poste seront des spécialistes et des techniciens. Les autres, la grande majorité, se verront soulagés d'un travail onéreux. Ils auront pour consolation la perte de leur emploi et la joie indescriptible de savoir que la produc-

tivité est en augmentation.

La croissance économique sera, de toute évidence, l'aboutissement d'une telle opération. Les statistiques, prophétisées par les banques et les institutions financières à l'effet que le PIB connaîtra une augmentation de peut-être 4 % cette année, ont de quoi susciter l'extase chez les centaines de milliers d'assistés et de chômeurs. Au Québec, on prédit une augmentation de la production et une diminution des emplois. C'est là quelque chose de divin. Plus de chômeurs, plus d'assistés, plus de pauvreté.

Une réflexion s'impose. Un projet de société, plaçant le développement économique, industriel et commercial au service de la communauté, est devenu indispensable pour redonner confiance et remettre la société sur la voie de l'avenir.

L'urgence d'un changement global et en profondeur s'impose. À ne pas agir rapidement nous cautionnerons les forces qui désintègrent le tissu social et vident de son contenu humain tout projet d'avenir. L'élection du 12 septembre, avant de porter sur le choix d'un pays, doit porter sur le choix d'une société.

M. Oscar Fortin est un politologue de Québec.

Bloc-notes

Maison Kriehoff

On ne cesse de répéter que la Grande Allée est une des plus belles rues de Québec. Gardera-t-elle longtemps ce titre ? Il est permis d'en douter.

L'apparition de cafés-terrasses, il y a quelques années, a contribué à lui donner un air de détente qu'elle n'avait pas. Mais la multiplication de restaurants de toute sorte lui a enlevé ces allures de dignité qui lui donnaient de la classe.

Cependant, un des points faibles de la Grande Allée est l'état de délabrement dans lequel se trouve la maison Kriehoff. Il est inconcevable que les propriétaires de cette demeure et les autorités publiques ne puissent s'entendre pour la restaurer.

À constater l'état avancé de décrépitude de la maison, il est clair que rien n'a été fait : toit défoncé, murs troués, odeur de pourriture... Il est incroyable que cette maison, classée monument historique, située près des plaines d'Abraham et dans un quartier que fréquentent les touristes, se trouve dans un état si lamentable.

Pourtant, il faudra en venir à restaurer cette ancienne résidence d'été du peintre Cornélius Kriehoff. On imagine l'ensemble que constituerait cette maison une fois restaurée avec une autre maison du dernier siècle, le cottage Henry Stuart, situé à peu près en face. Dans un espace assez restreint c'est une page de l'histoire de Québec qui se trouve concentrée.

Il faut rejeter le projet des propriétaires de la maison Kriehoff : démolir la demeure et la reconstruire avec des matériaux neufs. L'exemple du Manoir Montmorency ne peut être invoqué ; on l'a reconstruit avec des matériaux d'aujourd'hui parce que le feu l'avait rasé.

Démolir complètement et reconstruire avec des matériaux modernes, c'est donner l'illusion qu'il s'agit de la maison que le peintre Kriehoff a habitée. Toute signification est perdue. Tout rappel des temps passés disparaît sous des décors d'emprunt.

Nous devons faire mieux : garder la maison telle qu'elle est en la restaurant. Mais encore faudra-t-il que les autorités publiques se décident à participer à ce travail d'embellissement de la Grande Allée.

JEAN MARTEL

Votre Opinion

Déclarations erronées

(Lettre à M. Bernard Landry, vice-président du PQ)

Vous étiez cité le 8 juillet dernier dans le quotidien LE SOLEIL et vous disiez grosso modo que les libéraux n'ont pas compris que la souveraineté est plus populaire que le PQ lui-même.

Mais voici que de récents sondages vous placent dix points avant le PLQ, tandis qu'ils démontrent clairement que l'évolution de la souveraineté au Québec est à la baisse, partant de 57,4 % en septembre 1993 à 46,5 % en juillet 1994.

Paradoxal n'est-ce pas ? Mais quelle bonne excuse allez-vous nous sortir cette fois-ci ?

Veillez faire preuve de diligence à l'avenir, l'électorat n'est pas dupe à ce point !

Alexandre Mailhot
Saint-Romuald

Les français à Radio-Canada

La radio et la télé de Radio-Canada font souvent mention d'incidents qui se produisent en

Israël, en particulier à Hébron, prononcé Hébronne par des présentateurs comme Bernard Deroome et Michèle Virolly. Dans un reportage en provenance d'Israël le 26 juin dernier, Michel Morin parlait lui aussi d'Hébronne. Cependant, le même jour, le bulletin de nouvelles de TV5 mentionnait Hébron.

Le 19 juillet dernier à l'émission *Le Point*, c'est au tour de Jean-François Lépine, alors dans cette ville, de mentionner constamment Hébronne au cours d'une conversation avec un Palestinien et un Juif, tous deux francophones, qui eux, parlent d'Hébron.

Les gens de Radio-Canada prononcent aussi Kanawagué au lieu de Kanawaké et Kanasetagué au lieu de Kanasetaké.

L'Association des usagers de la langue française a signalé ces anomalies à la direction de Radio-Canada qui n'a pas réagi. La société d'État n'a pourtant pas pour mission de promouvoir la prononciation anglaise du nom des villes étrangères.

Robert Auclair, président Association des usagers de la langue française

Cliquant et rigodons

« Les Champs-Élysées de Québec », « Une des plus belles avenues au monde », « L'avenue prestigieuse de la capitale »... Voilà autant d'éloges sur la Grande Allée que l'on retrouve dans plusieurs guides sur Québec. On y vante son architecture respectable, la classe de ses établissements commerciaux et la qualité de sa clientèle.

Eh bien ! quand je m'y promène, ces temps-ci, j'ai plutôt le sentiment de me retrouver dans une rue principale de bourgade, une « main street » où le mauvais goût et le tape-à-l'oeil rutilent, où le tapage et le faux vernis y chantent en chœur. Question de perception ? De mode ? De goût ? Suis-je tombé sur des guides touristiques périmés ?

Parce qu'au début des années 1980, lorsque je me suis installé tout près de la Grande Allée, cette dernière me semblait à la hauteur de son appellation, avec ses nombreux restaurants haut de gamme, ses terrasses animées mais sobres, et sa clientèle un peu « m'as-tu vu ? » mais racée.

Les commerçants d'alors n'avaient pas besoin de faire du bruit pour attirer leurs clients et ces derniers ne se sentaient pas obligés de hurler leur présence.

Mais en 1994, notre allée prestigieuse offre à mes yeux un tout autre spectacle. Un Manoir Price que l'on croirait déménagé sur le toit d'un centre commercial chromé style « Dynasty ». Un restaurant affublé d'un « La corde à linge ». Une terrasse qui noie sa clientèle sous le fluo mauve. Un orchestre et des danseuses semblant sortir tout droit d'un sous-sol de salle paroissiale et qui nous font subir leurs rigodons roumains... La mode du nivellement par le bas fait son oeuvre, sous l'oeil tolérant de la mairie.

Devant tant d'efforts des commerçants pour changer l'allure de la Grande Allée, la clientèle des années 1980 a préféré laisser toute la place à une relève beaucoup moins nombreuse mais combien plus bruyante, au discours plus restreint, et qui prend plaisir, parfois, à nous démontrer qu'elle met les pieds en ville pour la première fois.

Louis Létourneau
Québec



Le Dr Slobodan Milosevic, porte-parole de la toute nouvelle association accompagnée par le Dr Maria Mocanu, une Roumaine pour qui « la médecine n'est pas une question d'argent ».

Médecins immigrants dans les régions éloignées Le Dr Roy dit non à un « régime d'esclaves »

QUÉBEC — « Non à un régime d'esclaves pour les médecins immigrants ! réplique le Dr Augustin Roy. Le sort des régions éloignées doit aussi être la responsabilité des médecins autochtones. »

par ALAIN BOUCHARD
LE SOLEIL

Le président de la Corporation professionnelle des médecins du Québec (CPMQ) a dit au SOLEIL qu'accepter la proposition des *Médecins québécois sans frontière pour les régions* (MQSFR) serait méprisante pour eux, lorsque joint à Montréal par téléphone.

Les MQSFR proposent l'émission d'un permis de pratique restrictif qui les ferait servir exclusivement dans les régions éloignées du Québec, à vie s'il le faut. Ce serait à leur avis la meilleure façon de régler le vieux problème des médecins québécois « pure laine » qui vont peu ou pas prati-

quer très loin des grands centres urbains.

Le Dr Roy estime que le fond du problème est le contingentement rendu de plus en plus nécessaire par les nouvelles données qui prévalent. « Il n'y a pas si grande pénurie que ça en région », affirme-t-il notamment. Mais il est néanmoins d'avis que le nombre de permis annuels accordés aux médecins immigrants soit porté de 10 à 16.

Ces derniers disent ne pas craindre l'idée de sous-médecine qui pourrait être accolée à leur proposition de servir « au loin ». La pratique régionale est au contraire très exigeante ; et donc formatrice, rétorquent-ils.

Il y a déjà des médecins étrangers, avec visa temporaire, qui pratiquent en région en vertu d'un permis restrictif, plaident les MQSFR. Pourquoi alors leur refuser à eux, qui sont immigrants reçus ?

Le Dr Roy ajoute que les médecins immigrants amènent avec eux un bagage extraordinaire dont le Québec aurait bien tort de vouloir se passer. Et il rappelle



Augustin ROY

que les mêmes difficultés de pratique valent également pour beaucoup de Québécois autochtones ayant étudié la médecine à l'étranger.

Le chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, a déjà manifesté un certain appui aux MQSFR. « Mais que faut-il penser d'une promesse électorale ? » commente le Dr Roy.

« Et la ministre Lucienne Robillard (Parti libéral), poursuit le président de la CPMQ, a pour sa part indiqué qu'elle s'occuperait de la question après les élections. Ce qui n'est guère mieux. »

Fourbus par 135 km, les cyclistes du Grand Tour tout de même heureux

QUÉBEC — Les cyclistes qui arrivent au compte-gouttes sont en sueurs, et leurs visages, brûlés par le soleil. Certains s'arrêtent à l'infirmerie pour réclamer un sac de glace avant même de passer le fil imaginaire de l'arrivée. Mais tous sont ravis d'avoir parcouru le relais le plus long du Grand Tour.

par SOPHIE COUSINEAU
LE SOLEIL

Jean Laporte le premier. Ce cycliste du dimanche qui habite le village de Saint-Ambroise-de-Kildare, près de Joliette, craignait la troisième journée du Grand Tour. « J'ai seulement une journée par semaine pour m'entraîner, et les 135 km qui séparent Trois-Rivières de Québec me faisaient peur », dit l'homme de 54 ans, rencontré dans un des stationnements de l'université Laval.

Les côtes de Donnacona, de Cap-Rouge ainsi que l'étréoussie de l'accotement sur la route 138 l'ont surpris. Mais ces moments difficiles sont oubliés lorsqu'il sort

avec fierté son chronomètre : il lui a fallu cinq heures 49 minutes pour pédaler la distance, une moyenne de 23,8 km/h. « Ma vitesse habituelle », précise-t-il.

Ils sont 1150 à pédaler toute la journée depuis trois jours. Montréal, Joliette, Trois-Rivières, Québec. Aujourd'hui, ils font pause, et ils seront peut-être visibles dans

les rues du Québec touristique. Demain, ils se remettront en selle. Theford Mines, Victoriaville, Sorrel, puis retour au point de départ. Un Grand Tour de 700 kilomètres, entrepris pour la première fois cette année.

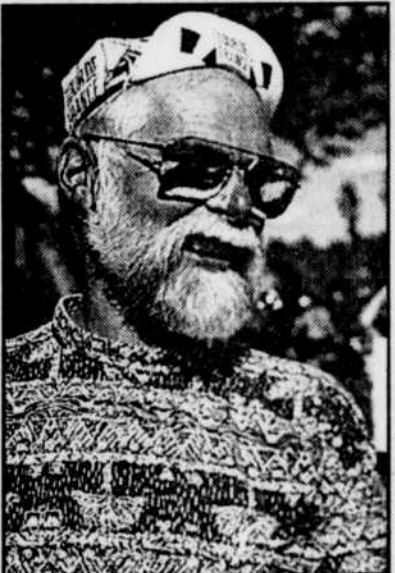
« Nous ne savions pas si les gens participeraient, mais après six semaines, toutes les places étaient réservées », dit Suzanne

Lareau, présidente du Tour de l'île de Montréal, l'organisation qui a lancé l'événement encadré par 160 bénévoles.

L'esprit sportif règne sur le parcours, et les rares accrochages signalés jusqu'à présent ont été réglés à l'amiable, constate Mme Lareau. « Tous du beau monde », conclut M. Laporte.



Les bénévoles aident, en fin d'après-midi hier, les derniers arrivés du Grand Tour qui, épuisés par la distance de 135 km qui sépare Trois-Rivières et Québec, peinaient à porter leurs bagages du stationnement où ils étaient déposés à leur résidence de l'université Laval.



Jean LAPORTE

Discrimination sexuelle à l'Université du Manitoba

WINNIPEG (PC) — La discrimination envers les femmes constitue encore un problème à l'Université du Manitoba, accuse le personnel féminin de l'institution.

Le tout premier rapport sur les progrès accomplis par l'université vers l'égalité des femmes fait notamment état de difficultés à obtenir des promotions, de harcèle-

ment et de commentaires sexistes. Le rapport du Conseil consultatif du Président sur les femmes déplore aussi le manque de places en garderie, et note que le personnel féminin doit affronter un climat « glacial ».

Le rapport, qui a été remis au conseil d'administration, démontre que certains progrès ont été accomplis, mais qu'il reste encore beaucoup à faire.

Par exemple, en 1992, selon les plus récentes données disponibles, 23 % du personnel de l'université était féminin, contre 21 % en 1989.

EVASION VACANCES

ÉVASIONS ESTIVALES

ÉVASION ESTIVALE

Forfait incluant :
La chambre pour une nuit, le repas du soir, le petit déjeuner et l'accès aux activités sportives**.

À compter de 80\$*

* Par personne occupation double Taxes et service en sus Forfaits de 2, 3 ou 5 nuits disponibles

ÉVASION THÉÂTRE

2 nuits / 3 jours

1 jour
La chambre pour 2 nuits, 2 repas du soir (un repas table d'hôte et un repas buffet), 2 petits déjeuners, un billet pour la pièce de théâtre WALLY'S CAFÉ et l'accès aux activités sportives**.

À compter de 167\$*

1 jour
La chambre pour une nuit, un billet pour la pièce de théâtre WALLY'S CAFÉ et un repas buffet.

À compter de 71\$*

* Par personne occupation double. Taxes et service en sus

ACTIVITÉS SPORTIVES**
Piscines intérieure et extérieure, golf miniature, voile, planche à voile, pédalo, canot, tennis, badminton, bicyclette, pétanque, shuffleboard et centre de conditionnement physique.

MANOIR
DU LAC DELAGE

HÔTEL DE VILLAGÉRIE ET CENTRE DE CONGRÈS
RÉSERVATIONS : 848-2551

FAMILLE DUFOUR

La villégiature par excellence!

| | |
|---|---|
| HÔTEL CLARENDON Vieux-Québec (418) 692-2480 | CHAMBRE ET PETIT DÉJEUNER Découvrez le Vieux-Québec à pied en séjournant dans le plus ancien hôtel de Québec entièrement rénové. à partir de 60\$ par personne, occ. double |
| HÔTEL VALDES NEIGES Mont-Sainte-Anne (418) 827-5711 | PLAN AMÉRICAIN MODIFIÉ à partir de 68\$ par personne, occ. double |
| HÔTEL CAPAUX-PIERRES Île aux Coudres (418) 438-2711 | FORFAIT DÉTENTE à partir de 179\$ par personne, occ. double |
| AUBERGE LA PIGNORONDE Bale-Saint-Paul (418) 435-5505 | FORFAIT ÉVASION à partir de 156\$ par personne, occ. double |
| HÔTEL TADOUSSAC Tadoussac (418) 235-4421 | FORFAIT CROISIÈRE INCLUANT : une nuit, 2 copieux repas et une croisière (Baie des Saguenay) 3 heures commentées par nos naturalistes. à partir de 127\$ par personne, occ. double |

PLUSIEURS AUTRES FORFAITS DISPONIBLES DONT LES CROISIÈRES LONGS PARCOURS, RÉUNIONS D'AFFAIRES ET FORFAITS CADEAUX

Réservez maintenant : 1-800-463-5250
ou chaîne Hôte : 1-800-361-6162

POURQUOI ANTIROUILLE à l'huile Métropolitain

Profitez de notre Spécial
Traitement complet pour seulement

Malgré l'apparition de nouveaux matériaux et de meilleurs procédés dans la fabrication des véhicules automobiles, la rouille n'est pas disparue pour autant. On aura beau dire, on aura beau faire, les stress quotidiens que subissent nos véhicules, les polluants, les abrasifs et les rudes conditions climatiques de nos régions détruisent rapidement toutes protections laissant place à la rouille et à ses effets destructeurs.

Voilà pourquoi le traitement Antirouille à l'huile Métropolitain existe. Il a été mis au point par les chercheurs du CRIQ (Centre de recherche industrielle du Québec), sa fluidité lui permet de s'infiltrer partout dans les interstices et replis de tôle. Sa pellicule protectrice est efficace à 100% pour au moins un an, il suffit de répéter l'application à tous les ans et la rouille n'aura jamais d'emprise sur votre véhicule.

- ⊙ Antirouille Métropolitain 20 ans d'expertise dans la protection contre la rouille.
- ⊙ Le travail s'effectue sous vos yeux.

49 98\$

Plus taxes
Soit 10 \$ de rabais sur le prix régulier de 59,98\$

Valide jusqu'au 13 août 94

Avec ANTIROUILLE à l'huile Métropolitain ça ne rouille pas, c'est GARANTI!

QUÉBEC LÉVIS

2655, boul. Wilfrid-Hamel 3760, boul. de-la-Rive-Sud

687-5660 833-3411

NOUVEAU GARANTIE À VIE TRANSFÉRABLE SUR VÉHICULES NEUFS!

Pour tous les détails, informez-vous à nos succursales.

COMMENCEZ À PAYER DANS

AUCUN COMPTANT

AUCUN INTÉRÊT

AUCUN PAIEMENT

100%

LE 12 AOÛT 1995*
SUR TOUTE LA MARCHANDISE



LAVEUSE
(131055)
• Très grande capacité
• 6 programmes
• 3 sélections de température (lavage et rinçage)
• 4 niveaux d'eau
• Distributeur de javellisant

849,95 l'ens.

SÈCHEUSE
(131060)
• Grande capacité
• 4 programmes
• 3 sélections de température



PLUS DE
300
CONGÉLATEURS
EN STOCK

CONGÉLATEUR VERTICAL

À PARTIR DE
449,95



CONGÉLATEUR
HORIZONTAL
À PARTIR DE

249,95



18
pi cu

CLAYETTES
EN VERRE

Amana
RÉFRIGÉRATEUR
(119744)

- Clayettes en verre
- Extérieur en acier texturé
- 18 pi cu

999,95

SURFACE
EN CÉRAM

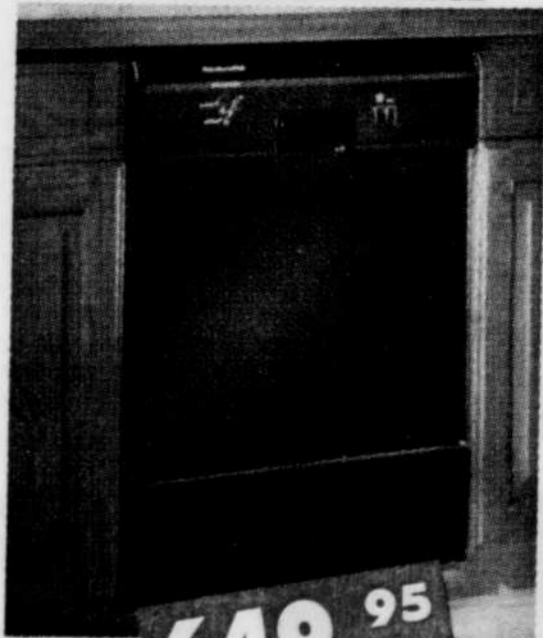


**TABLE DE CUISSON
EN CÉRAM**
(120367)

- 1 zone double de cuisson par rayonnement
- 2 zones de cuisson par rayonnement de 8 po
- 1 zone de cuisson par rayonnement de 6 po
- Rupteur thermique pour chaque zone
- Avertisseur lumineux

669,95

KitchenAid



649,95

LAVE-VAISSELLE
(135735)
• Intérieur en porcelaine, garantie 25 ans
• Broyeur d'aliments durs
• Chauffage automatique de l'eau
• Séchage à convection

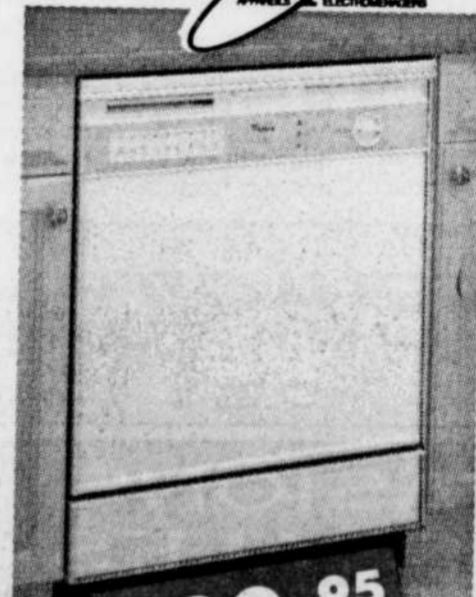
ASKO



999,95

LAVE-VAISSELLE ENCASTRÉ
(115534)
• Intérieur en acier inoxydable
• Silencieux efficace
• Économique avec une puissance de nettoyage supérieure
• Disponible blanc sur blanc ou noir

Whirlpool



529,95

LAVE-VAISSELLE
(134928)
• Encastré
• 7 commandes Clean Touch®
• Insonorisation Quiet Wash Plus®
• Panier à ustensiles incorporé dans la porte

POUR LA PÉRIODE ESTIVALE
NOS MAGASINS
SERONT FERMÉS
LE DIMANCHE
DU 10 JUILLET AU
14 AOÛT INCLUSIVEMENT

A M E U B L E M E N T S T A N G U A Y

* Sous réserve de l'approbation du service de crédit, ne payez que les taxes de vente. Cartons frais administratifs peuvent être crédités au moment d'un paiement comptant. Cartes de crédit acceptées.

Livraison et service gratuits à la grandeur de la province!

- | | | | | | |
|---|---|---|---|--|--|
| LÉVIS: 5720, boul. Etienne-Dallaire (angle Kennedy) (418) 833-4511 | BEAUPORT: 535, boul. Ste-Anne (418) 667-6282 | LES SAULES: Carrefour Les Saules 5150, boul. l'Ornière (418) 871-4411 | TROIS-RIVIÈRES: 2200, boul. des Récollets (819) 373-1111 | POINTE-AU-PÈRE: 822, boul. Ste-Anne (route 132) Comté de Rimouski (418) 725-4411 | CHICOUTIMI: 1990, boul. Talbot (418) 698-4411 |
|---|---|---|---|--|--|